



# La politique étrangère russe à l'égard du Venezuela, entre balancing et new world order

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de  
Master en Sciences Politiques, orientation générale à  
finalité spécialisée en Relations Internationales

Année académique 2015-2016

Cindy Regnier

Mme. Nina Bachkatov, promotrice

M. Sebastian Santander, lecteur

M. Antonios Vlassis, lecteur

*Je voudrais adresser mes remerciements à ceux qui m'ont aidé dans ce mémoire.*

*À Madame Bachkatov qui m'a guidée dans ce travail mais aussi tout au long de mes études et  
qui m'a permis de mieux connaître et comprendre la Russie.*

*À Monsieur Santander qui m'a permis de prendre confiance et d'aller jusqu'au bout de mes  
idées.*

*À Monsieur Vlassis qui m'a aidée à canaliser ces idées pour un travail plus accompli.*

Table des matières

Liste des acronymes	3
<b><u>1.INTRODUCTION</u></b>	<b>4</b>
<b>1.1.LE RETOUR RUSSE EN AMERIQUE LATINE</b>	<b>5</b>
<b>1.2.LA POLITIQUE ETRANGERE</b>	<b>12</b>
1.2.1.LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE	15
<b>1.3.LES CONCEPTS DE MULTIPOLARITE ET MULTILATERALITE</b>	<b>17</b>
<b><u>2.LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE A L'EGARD DU VENEZUELA</u></b>	<b>21</b>
<b><u>2.1. ENTRE BALANCING...</u></b>	<b>22</b>
<b>2.1.1.LE REALISME EN QUELQUES MOTS</b>	<b>23</b>
<b>2.1.2.LA MULTIPOLARITE ET LE MULTILATERALISME A LA RESCOUSSE DE LA PUISSANCE RUSSE</b>	<b>25</b>
<b>2.1.3.UNE MENACE</b>	<b>27</b>
2.1.3.1.UNE MENACE ETATSUNIENNE POUR CARACAS ?	27
2.1.3.2.UNE MENACE ETATSUNIENNE POUR MOSCOU ?	30
<b>2.1.4.LE RAPPROCHEMENT RUSSO-VENEZUELIEN ET L'IMPACT D'UNE ALLIANCE</b>	<b>32</b>
2.1.4.1.LE PETROLE, UN DILEMME DU PRISONNIER	35
<b>2.1.5.CONCLUSION : BALANCING, PUISSANCE ET CREATION D'UN PÔLE</b>	<b>37</b>
<b><u>2.2. ... ET NEW WORLD ORDER</u></b>	<b>38</b>
<b>2.2.1.LE LIBERALISME EN QUELQUES MOTS</b>	<b>39</b>
<b>2.2.2.LA MULTIPOLARITE ET LE MULTILATERALISME À LA RESCOUSSE D'UN EQUILIBRE</b>	<b>40</b>
<b>2.2.3.LE CHOIX DU VENEZUELA, IMPORTANCE DE LA MULTIPOLARITE ET LE RAPPORT AU MULTILATERALISME</b>	<b>43</b>
<b>2.2.4.LA RUSSIE, LE VENEZUELA ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>46</b>
2.2.4.1.LA RUSSIE ET LES ORGANISATIONS REGIONALES D'AMERIQUE LATINE , LE CAS DE L'ALBA	46
2.2.4.2.LA RUSSIE ET LE VENEZUELA , COOPERATION AU SEIN DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	48
<b>2.2.5.CONCLUSION : NEW WORLD ORDER, MULTIPOLARISME ET POSITIONNEMENT DU PÔLE</b>	<b>50</b>
<b><u>3.CONCLUSION</u></b>	<b>52</b>
<b><u>BIBLIOGRAPHIE</u></b>	<b>54</b>

## Liste des acronymes

ALBA	Alliance bolivarienne pour des peuples de notre Amérique
BRIC(S)	Brésil, Russie, Inde, Chine (Afrique du Sud)
CEI	Communauté des États Indépendants
CELAC	Communauté d'États latino-américains et caraïbes
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	Organisation du Traité Atlantique Nord
PIB	Produit Intérieur Brut
R2P	Responsabilité de Protéger
UNASUR	Union des nations sud-américaines
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

## 1. Introduction

Avec l'intervention en Ukraine mais aussi en Syrie ainsi que les tensions que cela entraîne avec l'Europe et les États-Unis, la politique étrangère russe laisse beaucoup d'analystes confus. Entre rapprochement avec l'Occident puis opposition voire provocations, le Kremlin semble naviguer entre des positions incohérentes. L'image de la Russie comme ennemie puis alliée et à nouveau ennemie amène chacun à prendre position et ne laisse personne indifférent.

Au début du XXIème siècle, son rapprochement avec un pays qui se positionne de plus en plus comme provocateur, le Venezuela, va amener la presse internationale mais aussi le milieu académique à s'interroger et à interpréter ce rapprochement.

Pour certains, les deux pays cherchent à créer un nouvel axe opposé à Washington. Pour d'autres, c'est une opportunité pour trouver une alternative à l'équilibre mondial. De nouveau, ce rapprochement ne laisse pas indifférent et chaque auteur prend position ; dès lors certains manifestent des sympathies pro-russes ou pro-américains et ceux qui se veulent les plus neutres n'abordent que les rapports commerciaux et économiques.

Dans le cadre de ce travail, nous avons souhaité comprendre la politique étrangère russe de rapprochement avec le Venezuela et plus particulièrement son rapport avec l'ordre international de manière générale. Dès lors, les aspects purement bilatéraux économiques et commerciaux, propre à une relation multidimensionnelle, ont été laissés de côté au profit d'un tableau plus large.

Ce cas particulier de la politique étrangère russe nous permet de mieux comprendre les positions du Kremlin de manière générale ; ainsi nous soutenons que la politique étrangère russe vacille entre deux positions a priori antagonistes à savoir une situation de « balancing » où la Russie s'oppose à la puissance américaine et tente de renforcer sa puissance notamment avec l'aide du Venezuela et une seconde proposition qui consiste en un « new world order » dans lequel la Russie ferait valoir des valeurs alternatives et le droit international comme base d'un nouvel équilibre mondial. Dans ce travail, nous soutenons que le Kremlin fait valoir le « balancing » lorsqu'il sent sa place de puissance menacée et « new world order » lorsqu'il est assuré de sa position de pôle sur la scène internationale.

Pour tester cette affirmation, nous analysons les deux hypothèses au travers de théories classiques antagonistes des relations internationales ; à savoir la théorie réaliste et la théorie

libérale. Afin d'éviter de complexifier davantage ce travail, les théories utilisées sont comprises par le biais de leurs grands principes.

Avant d'entamer la partie d'analyse, nous commençons par un bref rappel historique, suivi d'une explication des deux propositions ressortant de la littérature scientifique. Ensuite, la politique étrangère au travers des théories classiques et les intérêts nationaux relatifs sont mis en avant. Enfin, un bref rappel des courants présents dans la politique étrangère russe nous permet d'entamer la seconde partie de ce travail à savoir l'interprétation de l'intérêt national russe dans sa relation avec le Venezuela au travers de la théorie réaliste puis libérale.

### 1.1. Le retour russe en Amérique Latine

Peu d'auteurs se sont penchés sur la question du retour russe en Amérique latine. Parmi eux, certains voient ce retour comme un danger pour l'équilibre de la région, d'autres comme une opportunité pour les pays latino-américains. Dans tous les cas, il est intéressant de se pencher dans un premier temps sur ce « retour », pour mieux en comprendre les raisons.

Les relations avec l'Amérique latine remontent à la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle avec les reconnaissances d'indépendance de certains pays latino-américains par la Russie tsariste. Cette reconnaissance n'amène toutefois pas au développement de relations autres que diplomatiques entre ces deux acteurs<sup>1</sup> et certains parlent de « fatalisme géographique » pour expliquer que développer des relations plus profondes entre deux acteurs situés sur deux parties opposées de la planète s'avère irréalisable.<sup>2</sup>

Néanmoins et malgré une situation géographique peu encourageante, la Russie et l'Amérique Latine continuent de se rapprocher. Ainsi, si les rapports entre les deux se renforcent pendant la première guerre mondiale, c'est réellement à partir des années 1970<sup>3</sup> que les relations avec le sous-continent américain commencent à se mettre en place en plein contexte de guerre froide.<sup>4</sup> Dans ce cadre, l'URSS a entretenu des relations plus particulières avec certains pays partageant la même idéologie, à savoir Cuba et le Nicaragua. Si les relations avec ces deux pays étaient essentiellement politiques et dépendaient de l'assistance militaire et économique de l'Union Soviétique, Moscou n'en a pas moins profité pour développer d'autres relations, cette

---

<sup>1</sup> SANCHEZ W. Alejandro, « Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century », *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 8, n°4, décembre 2010, pp.362-384, p. 363

<sup>2</sup> ABTOUR Georges-Henri, « L'URSS et l'Amérique latine pendant la guerre froide », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354, 2007, p. 10

<sup>3</sup> C'est-à-dire une dizaine d'années après que Cuba soit devenu communiste

<sup>4</sup> BLASIER Cole, *The Giant's Rival : The USSR and Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, édition révisée, 1987, 243 pages, p. 3

fois-ci basées sur le commerce. L'Union Soviétique entretient donc des relations avec d'autres pays de ce continent et notamment l'Argentine. Pourtant, à partir de 1986, le commerce avec ces pays se réduit fortement et Moscou se recentre sur ses relations avec Cuba et le Nicaragua.<sup>5</sup>

De 1960 à 1980, l'Amérique Latine a également été le terrain de guerres par procuration entre les deux grandes puissances. Le sous-continent se retrouve disputé par les deux blocs, ce qui laissera des séquelles jusqu'à l'époque actuelle.<sup>6</sup>

Pendant la période de la guerre froide, le Venezuela est dans le bloc occidental et les relations entre Moscou et Caracas sont quasi inexistantes. À la chute de l'URSS, un réchauffement des relations se fait entre les deux pays mais le Venezuela est toujours loin d'être un partenaire essentiel pour la Russie sur la scène internationale.<sup>7</sup>

À la fin de la guerre froide et avec la chute du régime soviétique, l'influence russe sur la région diminue fortement. La politique étrangère de Moscou à cette époque se tourne vers les États-Unis et l'Occident en général, l'éloignant d'autant plus du sous-continent américain.<sup>8</sup> C'est la phase que Tsygankov qualifie d'« intégration » à l'Occident ; elle est symbolisée par le ministre des affaires étrangères de l'époque, Andreï Kozyrev.<sup>9</sup>

Le « retour » en Amérique Latine se met en place au début des années 2000, le nombre de visites diplomatiques mais aussi les échanges commerciaux se trouvent en augmentation, passant de 1,330 milliard de dollars en 1992 à 5,669 en 2000 et plus de 15 milliards en 2008 pour l'ensemble de la région.<sup>10</sup> Si l'initiative vient au départ principalement de l'Amérique Latine, quelques années plus tard ce sera la Russie qui s'appliquera à maintenir de bonnes relations avec le continent.<sup>11</sup>

Au début des années 2000, la Russie, elle, se rapproche des États-Unis et participe notamment à l'intervention en Afghanistan, mettant à nouveau entre parenthèses les relations avec le sous-

---

<sup>5</sup> BLASIER Cole, *The Giant's Rival : The USSR and Latin America*, *op.cit.*, pp. xiii-xiv

<sup>6</sup> SANCHEZ W. Alejandro, « Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century », *loc.cit.*

<sup>7</sup> SITENKO Alexandra, « Latin American vector in Russia's Foreign Policy : Identities and interests in the Russian-Venezuelan Partnership », disponible sur academia.edu, consulté le 4 juin 2016, p.5

<sup>8</sup> SANCHEZ W. Alejandro, « Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century », *op.cit.*, p. 365

<sup>9</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *Orbis*, vol. 50, n°1, hiver 2006, p. 155

<sup>10</sup> PANIEV Yuri, « Russia turning on Latin America », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, vol.1, n°1, janvier - juin 2012, pp. 37-50, p. 41

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 37

continent américain.<sup>12</sup> En 2004, la Russie recentre sa politique sur l'Amérique Latine et se rapproche du Venezuela.<sup>13</sup>

Un parallèle temporel peut être identifié dans les politiques étrangères du Venezuela et de la Russie. En effet, avant 2004, tant Caracas que Moscou passent par une situation d'insécurité, avec un coup d'État au Venezuela et une instabilité économique ainsi que le conflit de Tchétchénie qui perdure en Russie. Les deux pays, suite au référendum renforçant Chavez et la réélection de Poutine, vont renforcer leur partenariat.<sup>14</sup> D'autres auteurs identifient également un parallèle dans l'évolution des régimes russe et vénézuélien. Ainsi, les deux régimes tendraient à diminuer l'importance de la société civile, limiteraient l'alternance politique au pouvoir et augmenteraient leurs contrôles sur les ressources naturelles.<sup>15</sup>

Cependant, la raison du rapprochement de la Russie avec l'Amérique Latine et le Venezuela plus particulièrement reste floue. Certains éléments de réponse, comme un tournant à gauche dans les politiques latino-américaines ou encore un vide de pouvoir créé par le départ des États-Unis, ont été avancés. En effet, ceux-ci, en se focalisant sur la guerre contre le terrorisme, auraient délaissé le sous-continent américain.<sup>16</sup> Pourtant, même si cela peut nous donner des éléments de réponse quant à la réussite de la politique russe de rapprochement vers ce continent, cela ne nous donne pas la raison profonde du changement de politique russe au début des années 2000.<sup>17</sup>

Dans le cadre de ce travail, nous tentons de comprendre les raisons du changement de politique étrangère russe et l'intérêt national que la Russie trouve dans cette relation. Deux propositions sont faites : la première, qualifiée de *balancing*, consiste en un rapprochement dû à un ennemi commun. La seconde, qualifiée de *new world order*, consiste en une proximité idéologique des deux États.

Une première hypothèse consiste en un rapprochement russo-vénézuélien dans le but de s'opposer aux États-Unis. En effet, leur relation a provoqué bon nombre de réactions chez les auteurs américains, ceux-ci la voyant le plus souvent comme une menace directe pour la

---

<sup>12</sup> SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *Outre-Terre*, vol.1, n°18, 2007, pp. 407-422, p. 409

<sup>13</sup> SITENKO Alexandra, « Latin American vector in Russia's Foreign Policy : Identities and interests in the Russian-Venezuelan Partnership », *loc.cit.*

<sup>14</sup> SITENKO Alexandra, « Latin American vector in Russia's Foreign Policy : Identities and interests in the Russian-Venezuelan Partnership », *op.cit.*, p. 6

<sup>15</sup> COHEN Ariel et WALSER Ray, « The Russia – Venezuela Axis : Using Energy for Geopolitical Advantage », *WebMemo*, (Washington, DC : *Heritage Foundation*), n° 2000, 2008, p. 1

<sup>16</sup> SANCHEZ W. Alejandro, « Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century », *op.cit.*, p. 366

<sup>17</sup> PANIEV Yuri, « Russia turning on Latin America », *op.cit.*, p. 38



sécurité des États-Unis. Dans ce cadre, c'est le rapprochement militaire et la vente d'armes qui sont vues comme les plus dangereux. D'après Stephen Blank, professeur à l'Institut d'Études Stratégiques de l'École de Guerre de l'armée américaine en Pennsylvanie, le rapprochement russo-vénézuélien a pour but de déstabiliser Washington. Dès lors Moscou aurait comme objectif premier de pousser les pays d'Amérique Latine à s'opposer systématiquement aux États-Unis. Ce faisant, la création même d'un monde multipolaire se ferait uniquement pour s'opposer à l'hégémon américain.<sup>18</sup>

Dans cette optique, le rapprochement des deux acteurs aurait comme but une alliance dirigée contre un hégémon ennemi. Il s'agirait donc d'une opposition directe à Washington en intervenant dans ce qu'il considère comme sa « cours arrière privé ». Ce rapprochement se ferait notamment en réponse au rapprochement de l'alliance atlantique aux frontières russes ainsi que des interventions américaines alléguées dans la politique interne vénézuélienne. L'auteur Aymeric Chauprade, professeur de géopolitique à l'École de Guerre et professeur à l'Université de Neuchâtel, soutient cette hypothèse. Se basant sur les théories géopolitiques de Mackinder, Chauprade pense que les « thalassocraties », à savoir les États-Unis et le Royaume-Unis, doivent empêcher la création d'un *heartland* fort, à savoir la Russie. Pour ce faire, les États-Unis utilisent l'OTAN pour se rapprocher des frontières russes. Washington se cacherait aussi derrière les révolutions colorées qui ont eu lieu dans certains anciens pays soviétiques. Chauprade parle donc d'un axe Moscou – Téhéran – Caracas s'opposant aux États-Unis comme seule puissance mondiale capable d'intervenir unilatéralement à sa guise.<sup>19</sup>

Alejandro Sanchez, chercheur au Conseil des Affaires Hémisphériques, envisage l'éventualité de la mise en place de bases militaires russes en Amérique Latine. S'il pense cette situation improbable, il argumente toutefois qu'elle relancerait la guerre froide. En effet, Washington considérerait à nouveau Cuba comme un ennemi, le Venezuela et le Nicaragua seraient vus de la même manière. Une base militaire russe au Venezuela serait particulièrement problématique en raison de la proximité avec la Colombie, fortement armée par les États-Unis et se rapprochant de l'OTAN. Des bases militaires russes en Amérique Latine amèneraient non seulement des

---

<sup>18</sup> BLANK Stephen, « La Russie et l'Amérique Latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des États-Unis », *Centre Russie/NEI*, avril 2009, 24 pages, pp. 4-10

<sup>19</sup> CHAUPRADE Aymeric, « La Russie, obstacle majeur sur la route de « l'Amérique-monde » », *Géostratégiques*, n°24, 2009, pp. 111-118

tensions entre Washington et Moscou, mais aussi, via un jeu d'alliances, des tensions entre tous les pays de la région.<sup>20</sup>

L'hypothèse de balancing met aussi en avant la fragilité de la relation russo-vénézuélienne. Celle-ci étant basée sur le réalisme, c'est l'intérêt de l'État qui prévaudra. Ainsi, par exemple, si la relation devient trop coûteuse pour la Russie, Moscou n'hésitera pas à s'éloigner du Venezuela et à jouer cavalier seul.

Mark Katz, professeur de Sciences Politiques à l'Université George Mason en Virginie, affirme que l'intérêt de la Russie envers le Venezuela vacille en fonction de la relation avec les États-Unis et du commerce. Dès lors, les relations entre Washington et Caracas ou bien entre Washington et Moscou ont bien un impact sur les rapports entre le Venezuela et la Russie de manière générale. Pourtant, si ce rapport influence la relation des deux pays, il n'en est pas la base. En effet, en faisant une analogie avec la relation russo-cubaine, une antipathie pour Washington ne peut suffire à maintenir une relation. C'est la vente d'armes ainsi que la richesse en matières premières qui font réellement du Venezuela un partenaire précieux. Mark Katz considère donc que la relation entre ces deux pays a tout pour continuer à se développer mais il identifie quelques éléments qui pourraient la mettre à mal, ou du moins « changer la nature de leur relation »<sup>21</sup>. Deux éléments peuvent être identifiés dans le cadre de ce travail : le premier élément est un rapprochement, bien que peu probable, de Moscou ou Caracas avec Washington. Le deuxième élément conçoit une chute du prix du pétrole qui affecterait fortement l'économie du Venezuela et de facto ses relations économiques avec la Russie. L'auteur ajoute également la possibilité que le Venezuela se mette à dos d'autres pays d'Amérique Latine, dont le Brésil, ce qui obligerait Moscou à se distancier.<sup>22</sup>

Enfin, d'après Nikolas Gvosdev, professeur d'études sur la sécurité nationale au Collège de Guerre Navale aux États-Unis, ce sont Igor Setchine, vice-premier ministre, et Nikolai Patrouchev, président du Service Fédéral de Sécurité Nationale, qui sont à la base d'une diplomatie basée sur deux intérêts principaux : la sécurité et le business. Nikolas Gvosdev voit dans le rapprochement russo-vénézuélien tant une volonté de montrer aux États-Unis que la

---

<sup>20</sup> SANCHEZ Alejandro W., « Geosecurity 101 : Washington and Moscow's military bases in Latin America », *Council On Hemispheric Affairs Policy Memo*, 6 mai 2014, pp. 5-6

<sup>21</sup> KATZ Mark N., « the Putin-Chavez partnership », *Problem of Post-Communism*, vol. 53, n° 4, juillet-août 2006, pp. 6

<sup>22</sup> *Ibid.*, pp. 3-9

Russie aussi peut intervenir dans leurs zones d'influence qu'une volonté de maximiser les liens commerciaux.<sup>23</sup>

Le Venezuela serait donc un pays de premier choix pour le retour en Amérique Latine de la Russie, grâce principalement à l'antiaméricanisme mis en avant avec Chavez. S'opposer à la doctrine Monroe et créer une alliance avec le Venezuela dans le but de mettre à mal l'hégémon américain serait l'explication de ce rapprochement. Cette théorie met également en avant la fragilité de la relation entre les deux acteurs ; tant que leurs intérêts convergent ils coopèrent mais la Russie n'hésitera pas à faire cavalier seul si cela peut tourner à son avantage.

La seconde hypothèse de ce travail s'appuie sur un rapprochement lié à des valeurs communes et une politique étrangère comparable. Si cette proposition est moins soutenue dans la littérature, elle ressort pourtant beaucoup des documents et discours officiels russes mais aussi vénézuéliens. Dans cette optique, la Russie et le Venezuela coopèrent sur la scène internationale par l'entreprise des organisations dans le but d'implémenter un nouvel ordre mondial. Ce nouvel ordre mondial a comme base un monde multipolaire où les puissances sont équilibrées et recourent au multilatéralisme.

En 1996, Yevgeni Primakov, ancien ministre des affaires étrangères de Boris Eltsine, après sa visite en Amérique Latine, a rappelé l'importance de ce continent dans la politique étrangère russe.<sup>24</sup> La Russie, en tant que grande puissance aurait non seulement le devoir d'être en contact avec toutes les régions de la planète,<sup>25</sup> mais elle devrait également veiller à la création d'un monde multipolaire.<sup>26</sup> Ainsi, d'après Sergei Lavrov, « *Russia and the Latin American states are natural allies in the creation of a new, safer and fairer world order [...]* »<sup>27</sup>

Petr Yakovlev, directeur du centre d'études ibériques et latino-américaines de l'Académie Russe des Sciences, établit quant à lui, que la politique étrangère russe envers l'Amérique Latine repose sur trois bases. La première est la volonté de renforcement de la Russie comme puissance dans un monde multipolaire, grâce notamment à l'établissement de relations avec les différentes régions de la planète et le renforcement de son influence sur la scène internationale.

---

<sup>23</sup> GVOSDEV Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors and Sectors*, Californie, CQ Press, Septembre 2013, pages 456, p. 377

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 376

<sup>25</sup> TRENIN Dmitri, « Russia redefines itself and its relations with the West », *the Washington Quarterly*, vol. 30, n°2, pp. 95-105, p. 96

<sup>26</sup> GVOSDEV Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors and Sectors*, loc. cit.

<sup>27</sup> MID.RU, « Russian Minister of Foreign Affairs Sergey Lavrov Interview with RIA Novosti on Russian Relations with the Countries of Latin America and the Caribbean Basin », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 17 novembre 2009, <http://www.mid.ru/en/> consulté le 12 février 2016

En parallèle et en deuxième lieu, l'émergence de l'Amérique Latine comme pôle sur la scène internationale grâce à son renouveau économique renforce son attractivité pour la Russie. Pour terminer et en troisième lieu, la réussite de la coopération économique et politique de la dernière décennie conforte la Russie dans l'importance de ce continent dans sa politique.<sup>28</sup>

C'est l'importance du droit international et des Nations Unies qui rapproche la Russie et l'Amérique Latine d'après Jan Burlyai, député directeur du département sur l'Amérique Latine du Ministère des affaires étrangères russe : « *We are objectively drawn together by our firm commitment to the primacy of international law, the central role of the United Nations, and the strengthening of multilateral mechanisms for international regulation* ». Cette entente politique sur la scène internationale se trame sur un fond de coopération économique et de d'augmentation de projets d'investissement.<sup>29</sup>

Yuri Paniev, expert sur l'Amérique Latine à l'Académie russe des sciences, rejoint cette opinion en rappelant que ce qui a été un facteur principal de rapprochement entre les deux acteurs a été le point de vue similaire qu'ils ont sur des problèmes internationaux. La Russie et l'Amérique Latine seraient donc des « alliés naturels » dans leur volonté de veiller au respect du droit international et au renforcement du multilatéralisme. Leur vision de ce que devrait être l'économie internationale est aussi similaire. L'auteur ajoute qu'outre leurs convergences d'opinions, les deux acteurs présentent des caractéristiques similaires sur le plan politique et social. Pour ce qui est du Venezuela en particulier, la coopération des deux États se fait dans le cadre du « projet bolivarien » et prend donc une tournure plus idéologique. Enfin, Yuri Paniev met en avant la coopération économique et militaire ainsi que la création d'emplois qui ont été possibles grâce à l'implantation de sociétés russes au Venezuela.<sup>30</sup>

Dans la même lancée, Piero Sinatti soutient lui aussi que le rapprochement avec le Venezuela rentrerait dans une démarche idéologique et met l'accent sur la création d'un monde multipolaire. Les deux États tendraient en effet à favoriser la création de pôles de pouvoir avec leurs valeurs propres. Celui-ci, dans son article « Moscou – Caracas, le nouvel ordre mondial », rappelle l'importance de la coopération économique de ces deux pays mais surtout leurs convergences d'opinions quant au type d'ordre mondial à implémenter.<sup>31</sup>

---

<sup>28</sup> YAKOVLEV Petr, « Rossiia i Latinskaia Amerika na traektorii vasimnogo sblijenia » [Russia and Latin America on the Path of Mutual Approach], *Perspectives and Prospects E-journal*, n°1, janvier – mars, 2015, p. 43

<sup>29</sup> BURLYAI Jan, « Russia's Latin American Tango », *International Affairs*, vol. 53, n°3, 2007, pp. 50 ; 54

<sup>30</sup> PANIEV Yuri, « Russia turning on Latin America », *op.cit.*, pp. 38-45

<sup>31</sup> SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *op.cit.*, p. 407

De plus, Caracas a la particularité d'avoir participé à l'intégration régionale de son continent, notamment avec la création de l'ALBA.<sup>32</sup> Enfin de manière générale, Hugo Chavez, à l'instar de Vladimir Poutine, n'a jamais caché sa volonté de créer un monde multipolaire.<sup>33</sup>

L'hypothèse de réponse développée ici est donc celle d'une politique étrangère basée sur un projet commun d'implémentation d'un nouvel ordre mondial multipolaire, avec comme base le multilatéralisme. L'importance des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies notamment ou encore le respect du droit international mais encore plus le respect de grands principes tels que la souveraineté et la non-ingérence semblent réunir ces deux États.

La politique étrangère russe, avec ces deux propositions, oscille donc entre l'opposition aux États-Unis et une volonté de puissance mais aussi une collaboration sur la scène internationale et la mise en avant de valeurs. Par le biais de ce travail nous tentons de montrer que, si celles-ci semblent contradictoires, elles n'en restent pas moins deux facettes complémentaires de la politique étrangère russe. Pour comprendre ce postulat, il est important de revenir sur le concept de politique étrangère et son interprétation au travers des théories classiques des relations internationales.

## 1.2. La politique étrangère

La politique étrangère est définie par le Dictionnaire des Relations Internationales comme « l'activité par laquelle les États interagissent sur la scène internationale. Cela comporte la ligne de conduite qu'ils adoptent les uns vis-à-vis des autres et la façon dont ils se montrent capables de l'appliquer –ou de l'infléchir-, seuls ou en sollicitant l'aide d'autres acteurs ».<sup>34</sup> Frédéric Charillon, professeur de science politique à l'Université de Clermont I et à l'Institut d'Études Politiques à Paris, explique que la conception même de ce qu'est la politique étrangère varie en fonction de la théorie que l'on utilise.<sup>35</sup> Jean-Frédéric Morin, professeur de relations internationales à l'Université Libre de Bruxelles, rejoint cette idée qui considère qu'une même politique étrangère varie en fonction de son interprétation. L'auteur ajoute qu'une théorie attribue dès le départ un objectif à la politique étrangère « général et prédéfini, valable pour tous et en toutes circonstances », un postulat qui influence l'interprétation *in fine*. La politique

---

<sup>32</sup> LUZZANI Telma, « Another History (Story) of Latin America », *Russia in Global Affairs*, 12 novembre 2015

<sup>33</sup> CHAVEZ Hugo, *Discours d'investiture devant le Congrès vénézuélien*, Caracas, Éditions de la présidence de la République, 1999

<sup>34</sup> ATTAR Frank, *Dictionnaire des relations internationales : de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, janvier 2009, p. 774

<sup>35</sup> CHARILLON Frédéric, sous la direction de BATTISTELLA Dario, « L'analyse de la politique étrangère », *Relations Internationales : bilan et perspectives*, Paris, Éditions Marketing S.A., 2013, p. 301

étrangère dans une optique libérale vise donc la stabilité internationale alors que dans une optique réaliste, celle-ci vise à une augmentation de puissance relative.<sup>36</sup>

À cela, Dario Battistella, professeur de science politique à l'Université de Bordeaux IV et à l'Institut d'Études Politiques de Paris, avance l'idée que la politique étrangère est souvent expliquée par le biais de l'intérêt national, mais cet intérêt national peut être interprété différemment en fonction de la théorie utilisée. Ainsi, une théorie réaliste verra l'intérêt national « en termes de puissance ». L'intérêt national peut aussi être interprété avec une approche libérale et deviendra le résultat des « préférences sociétales ». Enfin, l'intérêt national est interprété comme « construit par la culture internationale » s'il est vu au travers d'un cadre constructiviste.<sup>37</sup>

Pour ce qui est de l'hypothèse de balancing, analysée à l'aide de la théorie réaliste, la définition de la politique étrangère dépendra de deux facteurs primordiaux, à savoir la puissance, essentiellement militaire, et l'efficacité. L'efficacité met en avant la capacité d'un État à se faire des alliés pour s'opposer à un autre État. La politique étrangère est ici aussi considérée comme « monolithique et rationnelle », rejoignant la nécessité d'un rapport coût-bénéfice positif.<sup>38</sup>

Pour Dario Battistella, l'intérêt national d'un État est influencé par la structure intrinsèquement anarchique des relations internationales qui fait peser constamment sur lui une menace. Dès lors, l'intérêt national de l'État sera de garantir sa propre sécurité. La sécurité d'un État dépendant de sa position dans le système international par rapport aux autres, l'État aura comme nécessité première d'augmenter sa puissance. Deux éléments sont primordiaux pour la politique étrangère de l'État dans cette interprétation : la situation de jeux à somme nulle impose à l'État de favoriser son intérêt national prioritairement, cela empêchant la coopération de longue durée avec d'autres États. Dans un second temps, les intérêts des individus n'ont pas d'impact sur la politique étrangère de l'État, qui se construit uniquement en fonction du système international.<sup>39</sup>

---

<sup>36</sup> MORIN Jean-Féréderic, *La politique étrangère, Théories, Méthodes et Références*, Paris, Armand Colin, coll. « science politique », 2013, p. 23

<sup>37</sup> BATTISTELLA Dario, sous la direction de CHARILLON Frédéric, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », *Politique étrangère : Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, pp. 143-144

Rem : l'approche constructiviste a été délibérément mise de côté dans ce travail pour se focaliser davantage sur les approches réaliste et libérale.

<sup>38</sup> CHARILLON Frédéric, sous la direction de BATTISTELLA Dario, « L'analyse de la politique étrangère », *Relations Internationales : bilan et perspectives, op.cit.*, pp. 302-303

<sup>39</sup> BATTISTELLA Dario, sous la direction de CHARILLON Frédéric, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », *Politique étrangère : Nouveaux regards, op.cit.*, pp. 139-151

La seconde hypothèse, à savoir celle du new world order, est basée sur une idée libérale, l'interprétation de la politique étrangère de la Russie dans ce cas prend une direction particulière. La politique étrangère se trouve guidée par des valeurs qui sont présentes chez les différents individus. De plus, les individus aspirant à la paix, la politique étrangère du pays s'en retrouve de facto affectée ; cela permet un ordre sur la scène internationale qui ne tend pas indéniablement à la guerre. Le système international dans ce cas est donc une conséquence des interactions et il n'est pas, comme le prétendent les réalistes, l'élément structurant des politiques étrangères. Enfin, les valeurs ayant une place principale dans la politique étrangère des États, ceux-ci choisiront de construire des alliances avec des États ayant des régimes ainsi que des valeurs similaires.<sup>40</sup>

Dans le cadre de la conception libérale, l'intérêt national découle principalement des individus qui, en groupe, forment l'État. À l'instar de l'interprétation réaliste, les individus sont rationnels et agissent selon une logique coût-bénéfice. Sur la scène internationale, les individus sont eux aussi actifs, l'État n'est donc pas l'acteur unique des relations internationales.<sup>41</sup> À l'inverse de l'interprétation réaliste, l'intérêt national pour les libéraux ne découle pas du système international mais bien des données sociétales internes à l'État. Dans ce cadre, c'est l'ensemble des politiques étrangères des différents États qui structurera le système. De plus, la coopération entre États sur la scène internationale peut exister si cela entre dans l'intérêt de l'État, une coopération de longue durée peut donc se mettre en place. Enfin, dans une vision libérale, un intérêt commun à tous les États pourrait être trouvé créant de ce fait une entente internationale.<sup>42</sup>

La différence majeure entre la politique étrangère d'un point de vue réaliste ou d'un point de vue libéral repose principalement sur la possibilité ou non de coopération ; là où les libéraux voient une coopération possible, les réalistes considèrent que l'insécurité empêche *in fine* les États de coopérer. Les deux théories considèrent toutefois les acteurs comme rationnels et l'État comme unitaire. De manière générale, Thomas Mowle, professeur de science politique à l'Académie de l'Armée de l'Air des États-Unis, pense que ces différences dépendent uniquement de l'interprétation qu'en font les analystes. Dès lors, quand l'un verra dans les

---

Rem : l'approche constructiviste a été délibérément mise de côté dans ce travail pour se focaliser davantage sur les approches réalistes et libérales.

<sup>40</sup> CHARILLON Frédéric, sous la direction de BATTISTELLA Dario, « L'analyse de la politique étrangère », *Relations Internationales : bilan et perspectives*, op.cit., p. 304

<sup>41</sup> Rem : dans ce travail et par soucis de clarté, l'État, même dans son acception libérale, sera considéré comme acteur principal des relations internationales. A ses côtés, seules les organisations internationales et régionales seront prises en considération, laissant les acteurs transnationaux privés de côté.

<sup>42</sup> BATTISTELLA Dario, sous la direction de CHARILLON Frédéric, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », *Politique étrangère : Nouveaux regards*, op.cit., pp. 148-151

actions d'un État la volonté de coopérer, l'autre y verra uniquement une manière détournée de faire valoir son intérêt. Pour remédier à ce problème, l'auteur propose d'analyser les décisions des acteurs participants à la formation de la politique étrangère ainsi que la manière dont ils présentent une situation internationale qui s'impose à eux. D'après Thomas Mowle, les décideurs auront tendance à donner une représentation réaliste à la situation si elle pose une menace conséquente pour l'État, dans les autres cas c'est la représentation libérale qui prévaudra.<sup>43</sup> Jean-Frédéric Morin rappelle qu'un décideur peut poursuivre différents objectifs et ceux-ci peuvent parfois se retrouver contradictoires. Enfin, celui-ci postule que l'analyse de la politique étrangère au travers de théories produit une « fiction méthodologique » qui ne donne une vision que partielle de la politique étrangère d'un État. D'après cet auteur, les décideurs politiques sont guidés par différents objectifs qui varieront en fonction de la thématique ou de l'époque.<sup>44</sup>

#### 1.2.1. La politique étrangère russe

Tout au long de son histoire, l'Occident a été au centre des attentions russes, que Moscou s'en considère membre à part entière ou qu'il s'en éloigne au profit d'une identité eurasiatique. La Russie oscillerait donc entre un rapprochement avec les États-Unis et l'Europe et le développement d'une coopération eurasiatique.<sup>45</sup> Fyodor Lukyanov, président du Conseil de Politique Étrangère et Défense, argumente que les relations entre la Russie et les États-Unis ont toujours varié entre l'arrivée de tensions, la détente et le « reset ».<sup>46</sup>

Andrei Tsygankov, professeur de Sciences Politique à l'Université de San Francisco spécialisé sur la Russie, identifie quant à lui plusieurs courants de pensées influençant la politique étrangère russe. Les « *integrationists* », incarnés par l'ancien ministre des affaires étrangères Kozyrev, tendent à se rapprocher de l'Occident ; d'après ce courant, la Russie partage les valeurs de démocratie et d'économie de marché. Ce courant a été remplacé quelques années plus tard avec l'arrivée du nouveau ministre des affaires étrangères Primakov, et de ce que Tsygankov appelle le « *great power balancers* ». Cette catégorie voudrait créer un monde multipolaire afin de pouvoir faire face à l'Occident et à l'OTAN. Ce courant prône la création d'alliances avec des pays tels que l'Iran et la Chine ainsi qu'un renforcement de la CEI et une

---

<sup>43</sup> MOWLE Thomas S., « Worldviews in Foreign Policy : Realism, Liberalism, and External Conflict », *International Society of Political Psychology*, vol. 24, n°3, 2003, pp. 561-563

<sup>44</sup> MORIN Jean-Frédéric, *La politique étrangère, Théories, Méthodes et Références*, op.cit., p. 23

<sup>45</sup> KOLDUNOVA Ekaterina, « Russia as a Euro-Pacific power : Dilemmas of Russian foreign policy decision-making », *International Relations*, vol. 29, n°3, 2015, pp. 378-394, p.379

<sup>46</sup> LUKYANOV Fyodor, « Will Russia integrate into the Western world, post-sanctions ? », *Russia in Global Affairs*, 14 juin 2016



opposition à l'OTAN. Ce courant est aussi soutenu par l'armée et les services de renseignement.<sup>47</sup> Dans le cadre de ce travail, cette catégorie pourrait se rapprocher de l'hypothèse que nous avons nommé « balancing ».

Si Tsygankov aborde l'existence d'une caste de « *neo-impérialists* »<sup>48</sup>, il l'élude rapidement car peu influençante, pour aborder sa dernière catégorie : les « *great power normalizers* ». Les « *great power normalizers* » constituent un équilibre entre les « *integrationists* » et les « *great power balancers* », D'après l'auteur c'est la voie prise par le président Poutine ; celle-ci consiste à collaborer avec l'Occident tout en faisant valoir l'intérêt national de la Russie à savoir devenir un grand pouvoir. Il s'agirait donc bien de créer un monde multipolaire dans lequel la Russie aurait un rôle de grande puissance, mais le tout en continuant à coopérer avec l'Occident et en évitant de commettre des actions qui les aliéneraient. Cette catégorie rejoint dans une certaine mesure la seconde proposition de ce travail, à savoir la création d'un nouvel ordre mondial multipolaire respectant les organisations internationales occidentales. Si les *normalizers* sont idéologiquement proche des *balancers*, ce courant s'en éloigne quant aux moyens à mettre en place pour atteindre le statut de grande puissance. Les *normalizers* leur reprochent notamment leur « anti-occidentalisme » trop présent.<sup>49</sup> Enfin, d'après Tsygankov, en 2007 quand il écrit son article, les « *great power balancers* » avaient été remplacés par les « *great power normalizers* », pourtant la situation peut encore évoluer et nous pourrions revenir à une politique plus proche de celle que Primakov avançait.<sup>50</sup>

Néanmoins, peu avant l'entrée de l'armée russe en Géorgie, Tsygankov assurait que la Russie ne ferait pas d'intervention militaire dans un pays tiers, ou encore qu'elle ne ferait pas d'alliances avec des pays qui aliéneraient les États-Unis.<sup>51</sup> Ces limites aux prédictions de Tsygankov peuvent être dues au fait qu'il considère que la politique étrangère russe évolue par période en fonction des personnalités au pouvoir. Dans ce travail, nous soutenons que les deux facettes antagonistes de la politique russe correspondant au « *Great power balancers* » et « *Great power normalizers* » ne se succèdent pas par périodes mais varient en fonction de la situation.

---

<sup>47</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *op.cit.*, pp. 153-155

<sup>48</sup> Pour plus d'information sur cette catégorie voyez la page 155, TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *op.cit.*

<sup>49</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *op.cit.*, p. 156

<sup>50</sup> *Ibidem.*

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 155

D'autres auteurs argumentent encore que la politique étrangère est, et a toujours été, basée sur deux piliers : augmenter son influence internationale et prospérer économiquement. Durant son deuxième mandat, Poutine aurait souhaité rendre à la Russie sa grandeur et son influence passée.<sup>52</sup> Allen C. Lynch, professeur de science politique à l'Université de Virginie, rejoint cette interprétation ; il établit que la Russie veut se maintenir comme puissance mais aussi obtenir un maximum de sa relation avec l'Occident. Que ce soit sous Poutine ou Eltsine, ce postulat reste valable, seule la mise en œuvre varie. Ainsi, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine, un tournant impérialiste aurait été pris dans la politique étrangère russe afin de pouvoir maintenir son statut d'hégémon auprès des anciens pays de l'URSS. Ce tournant serait dû à l'échec de Boris Eltsine de garantir à la Russie sa position de puissance régionale. De plus, ce changement se ferait en parallèle d'un changement dans la nature même du régime russe en faveur d'un régime autoritaire. Sur la scène internationale, la Russie en profite pour mettre en avant ses valeurs, qu'elle oppose aux valeurs occidentales. Enfin, lorsque les deux buts principaux de la politique étrangère russe selon cet auteur, à savoir sa relation avec l'Occident et se positionner comme puissance, rentrent en collision, c'est toujours l'objectif de puissance qui se voit maintenu. Dans la pratique, on peut observer une forte opposition aux États-Unis à la fin des années 2000, suite à l'intervention de l'OTAN dans les Balkans. Ainsi, un discours anti-américain a également pris place dans la politique russe. Dans ce cadre, les États-Unis étaient présentés comme voulant démembrer la Russie. Par la suite, Moscou a rejoint la coalition d'intervention en Afghanistan, laissant temporairement de côté le discours anti-américain. Allen C. Lynch soutient que ce changement dans les relations avec les États-Unis se fait en fonction des intérêts russes du moment.<sup>53</sup>

De manière générale, la politique étrangère russe semble donc toujours interprétée en fonction de sa relation avec l'Occident. De plus, tous les auteurs consultés soutiennent une volonté de puissance de la part de la Russie, que celle-ci se fasse en harmonie avec les États-Unis et l'Europe ou en opposition. L'économie est elle aussi un facteur important, souvent analysée comme facteur de puissance.

### 1.3. Les concepts de multipolarité et multilatéralité

Avant d'aborder la seconde partie de ce travail, il est important de brièvement se pencher sur deux concepts clefs de la politique étrangère russe, à savoir les concepts de multipolarité et

---

<sup>52</sup> OLIKER Olga, CANE Keith, SCHWARTZ Lowell H., YUSUPOV Catherine, *Russian Foreign Policy : Sources and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 2009, pp.83 ; 87-92

<sup>53</sup> LYNCH Allen C., « The influence of regime type on Russian foreign policy toward « the West, » 1992-2015 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 49, n°1, mars 2016, pp. 101-111

de multilatéralité. En effet, dans sa relation avec le Venezuela mais aussi de manière générale, le Kremlin ne cesse de rappeler l'importance des dangers d'un monde unipolaire et la nécessité d'implémenter un monde où différents pôles de puissance coexistent.<sup>54</sup> En parallèle, les institutions et le droit international sont eux aussi considérés comme des éléments centraux dans la politique russe.<sup>55</sup>

Ces concepts sont vus ici par le biais de leurs portées générales mais aussi dans leurs acceptions russes. Ils sont ensuite « réanalysés » à deux reprises dans ce travail, à l'aide de la théorie réaliste puis libérale.

#### - Multipolarité

D'après le dictionnaire des relations internationales, « un pôle est un axe de gravité constitué par l'agrégation de la puissance des États qui le constituent. Le nombre de pôles autour desquels se structure un système international détermine la polarité de celui-ci : unique (unipolaire), double (bipolarité), triple (tripolarité) ou multiple (multipolarité). »<sup>56</sup>

Si les termes de polarité, et donc aussi de multipolarité, ont comme première acception une référence à la puissance, certains auteurs, comme Charles Kupchan, professeur de Relations Internationales à l'Université de Georgetown, y ajoutent l'importance de valeurs et cultures propres à chaque pôle.<sup>57</sup>

En Russie, c'est l'ancien ministre des affaires étrangères (1996-1998) puis premier ministre (1998-1999) Yevgeni Primakov qui est souvent considéré comme l'homme à la base de la prise en considération du concept de multipolarité par le Kremlin. Celui-ci s'était déjà opposé au rapprochement des frontières russes par l'OTAN ainsi qu'aux politiques

---

<sup>54</sup> Voyez notamment les discours de PUTIN Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 24 octobre 2014, <http://en.kremlin.ru/> ou PUTIN Vladimir, « Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 10 février 2007, <http://en.kremlin.ru/> consulté 20 avril 2016

<sup>55</sup> Voyez notamment les allocutions du ministre actuel des affaires étrangères russes Sergei Lavrov, un exemple peut être trouvé dans l'interview du 16 avril 2015, « Vystouplenie Ministra inostrannykh del Rossii S. V. Lavrova na tseremonii otkritiia vystavki arkhivnykh materialov po sloutchaiou ioubileïnykh dat v diplomaticheskikh otnocheniïakh Rossii s riadom stran latinskoï Ameriki i Karibskovo basseïna, Moskva » [Allocution du ministre des affaires étrangères de la Russie S. V. Lavrov lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition de documents d'archives à l'occasion de l'anniversaire des relations diplomatiques entre la Russie et certains pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, Moscou], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 16 avril 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 4 mai 2016

<sup>56</sup> ATTAR Frank, *Dictionnaire des relations internationales : de 1945 à nos jours*, op.cit., p. 773

<sup>57</sup> Voyez notamment KUPCHAN Charles, « Diversity wins », *Russia in Global Affairs*, n°4, 2011

interventionnistes des États-Unis.<sup>58</sup> Primakov est considéré par Tsygankov comme un « *great power balancers* ». Dans cette optique, la multipolarité est utilisée pour contre-balancer la puissance dominante et est donc analysée au travers du concepts de gains relatifs.<sup>59</sup> Cette définition se rapproche de l'hypothèse de « balancing » abordée dans la seconde partie de ce travail.

Outre cette interprétation du concept, la multipolarité peut aussi être vue comme ne s'opposant pas directement aux États-Unis mais bien dans une optique de gains absolus. Pour l'hypothèse de « new world order », nous reprenons donc la définition que lui donne Vladimir Poutine dans sa dernière doctrine de politique étrangère, c'est-à-dire un « *collective leadership by the major states of the world, which, in turn, should be representative in geographical and civilizational terms and fully respect the central and coordinating role of the UN* ». <sup>60</sup> Dans ce cadre, cette définition se rapprocherait de ce que Tsygankov qualifie de « *great power normalizers* ». <sup>61</sup>

D'autres interprétations affirment que la multipolarité résulte plutôt d'une volonté de ne s'allier à aucun bloc ; dès lors elle ne résulte pas d'une politique proactive en soi mais bien d'une volonté de laisser les options ouvertes. Nina Bachkatov, professeur à l'Université de Liège et spécialiste de la Russie, parle de « caractère dual de la politique étrangère russe », avec l'arrivée de Poutine, qui se retrouve en équilibre entre le réalisme propre à l'ancien ministre des affaires étrangères Primakov et un idéalisme mettant en avant des valeurs propres et l'importance de l'appartenance à l'Eurasie. <sup>62</sup>

#### - Multilatéralité

Le concept de multilatéralisme ou multilatéralité est un concept propre à la théorie libérale. Celui-ci est déjà défini par Robert Keohane en 1990 comme « *the practice of coordinating national policies in groups of three or more states* ». <sup>63</sup> D'après le dictionnaire des relations

---

<sup>58</sup> Cette intolérance est aussi appelée « Primakov's loop ». RAMANI Samuel, « Yevgeny Primakov – The Ideological Godfather of Putinism », *The Huffington Post*, 15 juillet 2015 <http://www.huffingtonpost.com/> consulté le 31 mars 2016

<sup>59</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *op.cit.*, p. 156

<sup>60</sup> MID.RU, « Concept of Foreign Policy of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 février 2013, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015

<sup>61</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *loc.cit.*

<sup>62</sup> BACHKATOV Nina, sous la direction de SANTANDER Sebastian, « La Russie et sa nouvelle stratégie de puissance mondiale », *L'émergence de nouvelles puissances vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses Éditions Marketing, 2009, p.215

<sup>63</sup> KEOHANE Robert O., « Multilateralism : an agenda for research », *International Journal*, vol. XLV, n°4, pp 731-764, p. 731

internationales, « le projet est porté par une vision libérale d'essence idéaliste soucieuse de promouvoir un ordre international intégré et stable ». <sup>64</sup>

Mario Telo, professeur de science politique à l'Université Libre de Bruxelles, conçoit deux types de multilatéralisme. Le premier consiste en la coordination des politiques des États au travers des fora internationaux comme les Nations Unies ou encore l'OMC. Le second consiste en des coalitions *ad hoc* d'États en fonction d'une problématique particulière. D'après celui-ci le rôle des valeurs est essentiel pour différencier les deux types de multilatéralisme, dès lors, celles-ci sont « *essentials in the first model and instrumental to power politics in the second.* » <sup>65</sup>

Dans le cadre de ce travail toutefois, le multilatéralisme sera vu par le biais de la première interprétation, correspondant à la vision russe de ce concept, c'est-à-dire le respect du droit international et des organisations internationales avec comme priorité le respect des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, comme prévu dans sa charte. <sup>66</sup> Ce multilatéralisme s'oppose donc à des coalitions *ad hoc* qui ne respecteraient pas les prescriptions du CSNU, comme celles utilisées dans la deuxième guerre du Golfe ou lors de l'intervention au Kosovo en 1999, la Russie qualifiant ces interventions de « *collective unilateralism* ». <sup>67</sup>

---

<sup>64</sup> ATTAR Frank, *Dictionnaire des relations internationales : de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 651

<sup>65</sup> TELÒ Mario, sous la direction de SANTANDER Sebastian, « The European Union, regionalism, and world order : five scenarios », *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012, p. 176

<sup>66</sup> NATIONS UNIES, « La Charte des Nations Unies », *Nations Unies*, <http://www.un.org/fr/charter-united-nations/> consulté le 15 avril 2016, art 103 « *In the event of a conflict between the obligations of the Members of the United Nations under the present Charter and their obligations under any other international agreement, their obligations under the present Charter shall prevail.* »

<sup>67</sup> MAKARYCHEV Andrey et MOROZOV Viatcheslav, « Multilateralism, Multipolarity, and Beyond : A Menu of Russia's Policy Strategies », *Global Governance*, vol. 17, 2011, pages 353-373, pp. 353 ; 360-361

## 2. La politique étrangère russe à l'égard du Venezuela

La politique étrangère de la Russie envers le Venezuela, comprise comme l'intérêt national russe à se rapprocher de ce pays, est ici analysée au travers de deux propositions : dans un premier temps, au travers d'une approche réaliste, nous considérons l'intérêt russe en termes de puissance et le rapprochement de ces deux pays est alors compris comme s'opposant aux États-Unis dans une optique de gains relatifs.

Cette analyse est donc fondée sur un terrain particulier, En effet, David A. Baldwin, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Princeton, en comparant les théories néoréalistes et néolibérales met avant des différences relatives au terrain propre à chaque théorie qui, nous le pensons, peuvent être transposées à ce cas d'étude pourtant basé sur le réalisme et libéralisme classique.<sup>68</sup>

La proposition de balancing est fondée essentiellement sur des données empiriques telles que les données relatives à la vente d'armes ou encore les ressources des États de manière générale. Les articles de presse et les discours ont aussi, dans une moindre mesure, permis parfois d'éclairer quelques situations. Dès lors, comme le préconise David Baldwin, ce sont les « *capabilities* » des États qui sont ici mises en avant au détriment de leurs intentions.<sup>69</sup>

Dans un second temps, la politique étrangère russe est comprise au travers d'un intérêt national libéral avec une volonté d'implémentation de valeurs sur la scène internationale ainsi qu'une coopération au sein des grandes institutions. Dans ce cadre, leur rapprochement sera vu au travers du concept de gains absolus avec les États-Unis et il ne sera pas fait en opposition à ce pays mais plutôt en l'intégrant dans un nouvel ordre mondial.

Ce sont donc essentiellement les documents officiels principalement russes, présents sur le site des affaires étrangères (mid.ru) ou encore sur le site des présidents de Russie (kemlin.ru) ainsi que les discours présidentiels marquants qui ont été utilisés. En effet, ce sont les intentions des États qui ont été mises en avant lors de cette proposition.<sup>70</sup>

Ce recours à des sources officielles présente bien entendu des limites, comme le précise Jean-Frédéric Morin, il peut toujours y avoir une distorsion entre ce qui est avancé et ce qui est

---

<sup>68</sup> BALDWIN David A., *Neorealism and Neoliberalism : The Contemporary Debate*, New York : Columbia University Press, 1993, pp. 3-25.

<sup>69</sup> *Ibidem*.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

réellement poursuivi. Une des raisons de ce décalage peut se trouver dans une volonté de maintenir une image particulière de l'État ou encore sa légitimité dans les relations internationales.<sup>71</sup> Ces intentions sont donc mises en parallèle avec la réalité de terrain.

Au travers de ces deux propositions, nous analysons des phénomènes différents, à savoir ceux mis en avant par les théories classiques des relations internationales grâce à des terrains relatifs. Cependant, les concepts de multipolarité et multilatéralisme, brièvement définis lors de la première partie de ce travail, sont analysés plus en profondeur à l'aide des deux hypothèses pour en montrer les différentes interprétations possibles.

## 2.1. Entre balancing...

*The United States has overstepped its national borders in every way. This is visible in the economic, political, cultural and educational policies it imposes on other nations. Well, who like this? Who is happy about this? Vladimir Poutine<sup>72</sup>*

De nombreux auteurs<sup>73</sup> et journalistes<sup>74</sup> ont vu le rapprochement russo-vénézuélien comme une provocation envers les États-Unis. La Russie, ancien adversaire du bloc occidental, et le Venezuela qui s'est à de nombreuses reprises positionné en opposition à Washington, sont vus comme des partenaires naturels.

Dans ce chapitre, nous évoquons une politique étrangère russe envers le Venezuela, basée sur l'existence d'un ennemi commun, à savoir les États-Unis. Nous commençons par rappeler la théorie réaliste pour ensuite passer à l'analyse. Dans la première section, les concepts de multipolarité et de multilatéralisme sont analysés dans une vision réaliste. Ensuite, nous nous penchons sur les rapports qu'entretiennent ces deux États avec les États-Unis pour terminer en abordant la possibilité d'une alliance militaire ainsi que la réaction américaine.

---

<sup>71</sup> MORIN Jean-Féréderic, *La politique étrangère, Théories, Méthodes et Références*, Armand Colin, Paris, 2013, pp. 24-25

<sup>72</sup> PUTIN Vladimir, « Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 10 février 2007, <http://en.kremlin.ru/> consulté 20 avril 2016

<sup>73</sup> Pour les auteurs soutenant cette hypothèse, voyez la première partie de ce travail.

<sup>74</sup> RAMIRO Sebastian Funez, « Russia's military power in Latin America », *Quarterly Americas*, 11 mars 2014, <http://www.americasquarterly.org/> consulté le 9 mai 2016

MCINTYRE Jamie et URE Laurie, « Expert : Russia – Venezuela military exercises reaction to U.S. moves », *CNN news*, 25 septembre 2008, <http://edition.cnn.com/> consulté le 10 mai 2016

### 2.1.1. Le réalisme en quelques mots

Après la seconde guerre mondiale et l'échec de la société des nations, le réalisme s'est posé comme théorie principale des relations internationales. En effet, le courant précédent, à savoir le courant idéaliste, avait montré ses limites dans son impossibilité d'empêcher le déclenchement de cette guerre.<sup>75</sup>

Les auteurs réalistes comme Morgenthau, Carr ou encore Aaron, se basant sur la distinction faite quelques siècles plus tôt par Machiavel<sup>76</sup>, veulent une nouvelle théorie qui analyserait les relations internationales telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient être.

Hans Morgenthau dans son livre *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, rappelle quelques principes du réalisme politique. Parmi ceux-ci, les lois objectives, à savoir une interprétation anthropologique des relations internationales, sont mises en exergue. D'après celles-ci, certaines caractéristiques propres aux humains, telles que la compétition et la défiance, peuvent être transférées aux États. Ce postulat amène à une situation d'*homo homini lupus* pour les États et de facto à une anarchie sur la scène internationale. De plus, il rappelle que l'intérêt national doit être considéré en termes de pouvoir. Cela rejoint ce que nous avons déjà évoqué avec Battistella dans la première partie de ce travail. Enfin, quand deux nations sont en compétition, trois choix se présentent : elles peuvent augmenter leurs puissances, s'allier avec un État tiers ou encore tenter de faire perdre un allié à l'adversaire.<sup>77</sup> Dans le cadre de ce travail, tant l'augmentation de puissance individuelle que l'alliance avec un État tiers est prise en considération.

D'après l'auteur Stephen Walt, sur la scène internationale et en réponse à une menace, un État aura deux possibilités d'action, il pourra s'allier à une grande puissance, c'est-à-dire *bandwagoning*, ou il pourra s'y opposer et créer des alliances avec d'autres États pour balancer la puissance dominante - il s'agit dès lors de *balancing*. Dans ce travail, c'est le concept de *balancing* qui est mis en avant, il est défini comme « *ally in opposition to the principal source of danger* ». De manière générale, il y a deux raisons pour contrebalancer une puissance. La

---

<sup>75</sup> TELO Mario, *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, troisième édition revue et augmentée, 2013, p. 43

<sup>76</sup> *Ibid.*, pp. 43-45

<sup>77</sup> MORGENTHAU Hans, « A realist theory of international relations », *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw-Hill Publishing Company, 6<sup>ème</sup> édition, 1985, chapitre 1



première est le risque de se faire attaquer par cette puissance. La seconde, propre aux petits États, leur permet d'obtenir plus d'influence au sein d'une alliance plus faible.<sup>78</sup>

Enfin, Arnold Wolfers continue à éclaircir les principes du réalisme en rappelant que l'État agit comme acteur unique dans un environnement anarchique ; son but premier sera l'augmentation de sa puissance afin d'assurer sa propre survie. Ce comportement rend donc les États naturellement ennemis à moins qu'un « alignement » ne se fasse en opposition à un ennemi commun. De plus, la volonté de chaque État d'augmenter sa puissance peut amener à un équilibre sur la scène internationale, à savoir une « *balance of power* ». Dans ce cadre, une paix, temporaire et précaire, peut prendre place.<sup>79</sup>

Pour pouvoir comparer l'hypothèse de cette section avec celle du new world order, nous reprendrons les concepts de « gains absolus » et « gains relatifs » propres aux théories néoréalistes et néolibérales. Selon cette hypothèse, les États sont en augmentation de puissance sur la scène internationale et dans ce cadre augmentent leurs « gains relatifs ». Un « gain relatif » se différencie du « gain absolu » en ce qu'il est corrélatif aux gains des autres acteurs. Si un État B perd du pouvoir sans que le pouvoir de A ne change, A aura quand même augmenté son gain relatif. Par contre, le gain absolu se fait quand A augmente son pouvoir, peu importe si B l'augmente aussi. Pour les réalistes, l'augmentation de puissance est toujours relative ou relationnelle. En augmentant sa puissance, et via une logique de dissuasion, l'État verra sa sécurité renforcée.<sup>80</sup>

### **Concept**

Dans le cadre de ce travail certains concepts particuliers peuvent être mis en avant, notamment les concepts du dilemme de sécurité et dilemme du prisonnier.

- Dilemme de sécurité

Fortement lié à la théorie réaliste, le dilemme de sécurité a été développé par John H. Herz, dans les années 50. À cette époque deux blocs s'opposent et démarrent ce qui sera connu comme la « course à l'armement ». L'idée principale de ce concept est qu'un État, par peur d'être attaqué, augmentera sa puissance pour assurer sa sécurité. En réaction, les autres États se retrouveront dans une situation d'insécurité et se verront dans l'obligation d'augmenter à leurs

---

<sup>78</sup> WALT Stephen M., « Alliance formation and the balance of world power », *International security*, vol. 9, n°4, printemps 1985, pp. 15-18

<sup>79</sup> WOLFERS Arnold, « The pole of power and the pole of indifference », *World Politics*, vol 4, octobre 1951, pp. 39-63

<sup>80</sup> GRIECO Joseph M., « Anarchy and the limits of cooperation : a realist critique of the newest liberal institutionalism », *International Organization* vol. 42, 1988 ; pp. 485-507

tours leurs puissances. Or, comme nous l'avons précisé lorsque nous avons rappelé la nature anarchique du système international, aucune sécurité absolue ne peut être obtenue par les États, dès lors un cercle vicieux d'augmentation constante de puissance se met en place.<sup>81</sup>

Dans ce mémoire, il est intéressant d'observer l'augmentation de puissance des trois acteurs, la Russie, le Venezuela et les États-Unis pour tenter de comprendre s'il y a ou non une course à l'armement.

#### - Dilemme du prisonnier

Le dilemme du prisonnier illustre une situation où deux acteurs ont la possibilité d'entrer en compétition ou de collaborer. Le principe est illustré par la métaphore de deux prisonniers accusés d'un même crime et qui se voient proposer la possibilité de se dénoncer sans avoir l'opportunité de se consulter. Ainsi, si A dénonce B, A se retrouve libre avec une somme d'argent et B se retrouve pendu. Inversement si B dénonce A, c'est alors A qui se retrouve pendu et B qui est libéré avec de l'argent. Si A et B se dénoncent mutuellement alors les deux écopent de 10 ans de prison. Enfin si aucun des deux ne se dénonce, A et B seront libres mais n'obtiendront pas d'argent. Dans ce cadre, A et B, acteurs rationnels ne pouvant se consulter, préféreront se dénoncer pour être sûr de ne pas être pendu et avoir même la possibilité d'être libre avec une somme d'argent, dans le pire des cas d'écoper de 10 ans de prison. C'est donc la compétition qui prévaudra dans cette situation, là où la coopération aurait pu être plus avantageuse.<sup>82</sup> Le dilemme du prisonnier est proche de l'approche réaliste en ce qu'il fait prévaloir la compétition face à la coopération.

Le dilemme du prisonnier est souvent utilisé pour expliquer le comportement des États sur le marché international. Pour ce travail, il sera utilisé pour expliquer le comportement de la Russie face à la montée du prix du pétrole.

#### 2.1.2. La multipolarité et le multilatéralisme à la rescousse de la puissance russe

Dans cette partie, les concepts de multipolarité et multilatéralisme sont analysés à l'aide de la théorie réaliste et plus particulièrement l'interprétation de l'intérêt national russe au travers de la puissance. En effet, de 2001 à 2008, le prix du pétrole augmente<sup>83</sup>, l'économie russe

---

<sup>81</sup> HERZ John H., « Idealist internationalism and the security dilemma », *World Politics*, volume 2, janvier 1950, pp. 157-180

<sup>82</sup> LITTLE Richard, sous la direction de BAYLIS John, SMITH Steve, OWENS Patricia, « International regimes », *The globalization of world politics : an introduction to international relations*, Oxford, Oxford University Press, sixième édition, 2014, pp. 296-297

<sup>83</sup> NEFTGAZ.RU « Russia Oil Exports : results of the decade », *Neftegaz.ru*, 4 février 2003, <http://neftgaz.ru/en/analysis/view/209> consulté le 30 mars 2016

dépendant à 30% de cette ressource, se renforce donc à son tour fortement avec un pic de son PIB de 2002 à 2008.<sup>84</sup> En parallèle à ce renouveau économique, la Russie se voit aussi identifiée comme puissance émergente et prend part à l'acronyme BRIC.<sup>85</sup> Pourtant il serait plus adéquat de parler ici de réémergence. En effet, lors de la guerre froide, la Russie était déjà, au même titre que les États-Unis, une superpuissance. Si elle a officiellement perdu son titre avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique, il n'en reste pas moins que dans l'imaginaire russe, la Russie reste un pays qui compte sur la scène internationale.<sup>86</sup>

Cependant et en parallèle à cette montée en puissance de Moscou, les États-Unis, en coalition avec quelques autres pays, interviennent en Irak, outrepassant l'opposition de la Russie. Cette intervention prenant place quelques années seulement après l'intervention au Kosovo, mettant à mal la Serbie, alliée historique de la Russie.<sup>87</sup>

Dans ce cadre, la puissance russe montante n'aura pas pu empêcher l'« unilatéralisme collectif » américain et le bypass du conseil de sécurité, conseil de sécurité qui permettait pourtant à la Russie de maintenir une place de grande puissance sur la scène internationale. En effet, outre les ressources énergétiques russes, le pouvoir de veto au CSNU constitue un attribut de sa puissance.<sup>88</sup> Dès lors, son respect devient essentiel. De manière générale, et comme le soutient Bobo Lo, chercheur associé et ancien chef du département du programme Russie – Eurasie à la Chatham House, la Russie utiliserait le multilatéralisme pour faire valoir son intérêt national. Dès lors, avec son pouvoir de veto au Conseil de Sécurité, elle aurait notamment pu atténuer la puissance américaine et s'assurer, dans une certaine mesure, qu'aucune intervention ne se ferait pour renverser les régimes de ses alliés.<sup>89</sup>

Si l'intérêt russe de puissance peut se voir au travers du concept de multilatéralisme, il peut aussi transparaître dans sa volonté d'implémentation d'un monde multipolaire. De la même façon, en travaillant au développement d'un monde multipolaire et avec en tête le concept de gain relatif, la Russie non seulement augmente sa puissance mais de facto freinerait la puissance américaine. Cette hypothèse rejoint aussi la catégorie « *great power balancers* » que

---

<sup>84</sup> TRADING ECONOMICS, « Russia GDP Growth Rate », *Trading Economics*, <http://www.tradingeconomics.com/russia/gdp-growth> consulté le 30 mars 2016

<sup>85</sup> WILSON Dominic et PURUSHOTHAMAN Roopa, « Dreaming With BRIC's : The Path to 2050 », *Goldman Sachs Global Economic Paper*, n°99, 2003, pp.1-24

<sup>86</sup> BACHKATOV Nina, sous la direction de SANTANDER Sebastian « La Russie et sa nouvelle stratégie de puissance mondiale », *L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ?*, *op.cit.*, pp. 218-221

<sup>87</sup> SALTZMAN Ilai, « Russian Grand Strategy and the United States in the 21st Century », *Orbis*, vol. 56, n°4, Automne 2012, p. 553

<sup>88</sup> LO Bobo, *Russia and the new world disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, p. 75

<sup>89</sup> *Ibid.*, pp. 73-75

Tsygankov identifie. Pour Dmitri Trenin, directeur du centre Carnegie à Moscou, la multipolarité consiste en « *a form of oligarchy that would bar anyone's global predominance* »<sup>90</sup>. Dans ce cadre, le concept se pose automatiquement en « antithèse de l'unipolarisme ou de la dominance globale américaine »<sup>91</sup>. Cela ouvrirait la voie à une nouvelle hypothèse de travail, à savoir une multipolarité qui enrayerait l'hégémonisme et renforcerait le multilatéralisme comme source de la puissance russe.

En d'autres termes, le but premier du multilatéralisme ainsi que du multipolarisme serait d'amener à un renforcement de la puissance russe et, *in fine*, considérant le principe des gains relatifs, la diminution de la puissance américaine. Ce serait donc aussi en conséquence, la création d'un pôle de pouvoir.

Enfin, la Russie pourrait aussi s'assurer qu'aucune intervention armée ou ingérence n'aura lieu sur son territoire, comme elle le craignait lors de la seconde guerre de Tchétchénie, ou encore qu'un soutien ne soit apporté à une éventuelle révolution colorée russe.<sup>92</sup>

### 2.1.3. Une menace

Comme précisé dans la théorie, Stephen Walt soutient qu'une alliance de type *balancing* se fait en réponse à une menace commune. Dans cette partie, nous abordons donc les relations qu'entretiennent le Venezuela et la Russie avec les États-Unis pour comprendre dans quelle mesure de dernier constitue une menace.

#### 2.1.3.1. Une menace étatsunienne pour Caracas ?

En 2006, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, Hugo Chavez prononce un discours qui restera gravé dans les esprits. Lors de cette intervention, il n'hésite pas à appeler le président américain de l'époque, Georges W. Bush, le diable, précisant « *the Devil was here in this very place. This rostrum still smells like sulfur* ».<sup>93</sup>

La raison principale de l'opposition aux États-Unis se tient dans son ingérence dans les politiques internes des États. En effet, le Venezuela accuse Washington d'avoir tenté de changer

<sup>90</sup> TRENIN Dmitri, sous la direction de DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri, « Of power and Greatness », *Russia : The Challenges of Transformation*, New York, New York University Press, 2011, p. 414

<sup>91</sup> *Ibidem*.

<sup>92</sup> OLIKER Olga, CANE Keith, SCHWARTZ Lowell H., YUSUPOV Catherine, *Russian Foreign Policy : Sources and Implications*, *op.cit.*, pp.83 ; 90

<sup>93</sup> CHAVEZ Hugo, « Statement by H.E. Hugo Chavez Frias, President of the Bolivarian Republic of Venezuela, at the 61st United Nations General Assembly », New York, 20 septembre 2006, <http://www.un.org/webcast/ga/61/gastatement20.shtml> consulté le 14 avril 2016

le régime vénézuélien en supportant un coup d'État en 2002.<sup>94</sup> C'est aussi la raison pour laquelle l'ancien président Chavez s'était principalement opposé au président Bush, voyant dans un premier temps de l'espoir dans l'élection du président Obama. Celui-ci avait d'ailleurs précisé que « *the smell of sulphur is gone. It smells of hope.* ».<sup>95</sup> Pourtant, trois mois plus tard, le président vénézuélien critiquait l'envoi de troupes américaines en Afghanistan et l'hypocrisie du nouveau président qui avait pourtant reçu le prix Nobel.<sup>96</sup>

Depuis son arrivée au pouvoir, Nicolas Maduro a accusé les États-Unis d'ingérence dans sa politique ainsi que l'utilisation des droits de l'homme pour délégitimer son pays sur la scène internationale. Josh Earnest, secrétaire de presse de la Maison Blanche a répondu à cette accusation en précisant que le Venezuela voulait seulement trouver un coupable externe pour des événements propres au Venezuela.<sup>97</sup>

Dans ces accusations envers l'extérieur, la Russie soutient le Venezuela en confirmant que des tentatives externes de déstabilisations ont bien lieu et renforcent la situation de crise économique existante.<sup>98</sup>

En 2015, le président américain a déclaré que le Venezuela constituait un danger pour les États-Unis, ils ont dès lors mis en place des sanctions contre le pays, notamment un gel d'avoirs.<sup>99</sup> Pourtant, d'après Nicolas Maduro, Barack Obama aurait regretté les termes utilisés dans le document officiel et précisé que le Venezuela était un pays paisible et ne constituait pas une menace.<sup>100</sup> Si cette information est impossible à vérifier, on peut toutefois remarquer que les États-Unis ont renouvelé l'ordre exécutif ainsi que les sanctions en mars 2016.<sup>101</sup>

---

<sup>94</sup> CHAVEZ Hugo, « Statement by H.E. Hugo Chavez Frias, President of the Bolivarian Republic of Venezuela, at the 61st United Nations General Assembly », New York, 20 septembre 2006, <http://www.un.org/webcast/ga/61/gastatement20.shtml> consulté le 14 avril 2016.

<sup>95</sup> WADE Terry et PERSONS Claudia, « Chavez now smells hope at U.N. after Bush sulphur », *Reuters*, 25 septembre 2009, <http://internal.uk.mobile.reuters.com/> consulté le 16 avril 2016

<sup>96</sup> CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President's Speech on Climate Change in Copenhagen », *venezuelanalysis.com*, 17 décembre 2009, <http://venezuelanalysis.com/> consulté le 12 mai 2016

<sup>97</sup> THE WHITE HOUSE, « Press Birefing by Press Secretary Josh Earnest, 2/20/2015 », *The White House*, 20 février 2015, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 10 mai 2016

<sup>98</sup> MID.RU, « Comment by the Information and Press Department on a media question on developments in Venezuela », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 23 mai 2016, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 juillet 2016

<sup>99</sup> OBAMA Barack, « Executive Order – Blocking Property and Suspending Entry of Certain Persons Contributing to the Situation in Venezuela », *The White House*, 9 mars 2015, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 13 avril 2016

<sup>100</sup> MADURO Nicolas, « 70th Session of the United Nations General Assembly », *General Assembly of the United Nations*, 29 septembre 2015, <http://gadebate.un.org/70/venezuela-bolivarian-republic>, consulté le 13 mai 2016

<sup>101</sup> OBAMA Barack, « Letter- Continuation of the National Emergency with Respect to Venezuela », *the White House*, 4 mars 2016, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 10 mai 2016

D'après le site officiel du *U.S. department of state*, les tensions entre les deux pays sont dues aux discours anti-américains mais également à la politique de « socialisme du XXIème siècle » instaurée sous Chavez. Cette politique amènerait à une augmentation du poids de l'exécutif, et de l'État de manière générale, dans l'économie, en profonde opposition avec la politique néo-libérale américaine. Pourtant, malgré le renvoi de leurs ambassadeurs respectifs, les deux pays n'ont jamais complètement rompu les liens diplomatiques et les représentations des deux États sont toujours actives dans les ambassades de Washington et Caracas.<sup>102</sup>

Les États-Unis ont toujours été proches du sous-continent américain. Cela s'illustre notamment dans la doctrine Monroe. D'après celle-ci, l'Amérique latine et les Caraïbes constituent le jardin privé des États-Unis et les autres puissances mondiales doivent garder leurs distances. Pourtant, d'après Daniel Perikson, à l'aube du XXIème siècle, c'est Chavez qui pose le plus grand défi aux États-Unis en créant un réseau d'alliances anti-américaines pour s'opposer à leur impérialisme.<sup>103</sup> En effet, Chavez, s'étant constamment opposé à la doctrine, annonçait sa mort en 2011 : « *The Monroe Doctrine was imposed here: America for Americans, the Yankees. They imposed their will during 200 years, but that's enough.* »<sup>104</sup>

Néanmoins et malgré le discours anti-américain vénézuélien, les États-Unis restent le premier partenaire commercial depuis plus de quinze ans, importateur de pétrole vénézuélien ainsi que premier exportateur de produits vers le Venezuela.<sup>105</sup>

Enfin, le Venezuela a parfois marqué l'intérêt de se rapprocher des États-Unis au même titre que Cuba. Maduro a en effet précisé lors d'un de ses discours en 2015 « *We say to the U.S government that we are waiting for the day when the U.S gives all governments of Latin America and the Caribbean the same treatment of dialogue, respect and recognition of our trueself, given to Cuba nowadays* ». <sup>106</sup> De plus, la crise économique actuelle fragilise la légitimité du « socialisme du XXIème siècle », les élections législatives ont déjà amené

<sup>102</sup> U.S. DEPARTMENT OF STATE, « U.S. relations with Venezuela », *U.S. Department of state, Diplomacy in action*, 20 juillet 2015 <http://www.state.gov/> consulté le 19 avril 2016

<sup>103</sup> PERIKSON Daniel P., « Requiem for the Monroe Doctrine », *Current History*, vol. 107, n°706, février 2008, p. 58

<sup>104</sup> GHOSH Palash, « Chavez Promotes Latin American Unity at Caracas Conference : Reduction of U.S. Influence », *International Business Times*, 12 avril 2011, <http://www.ibtimes.com/> consulté le 13 avril 2016

<sup>105</sup> NATIONS UNIES, « International Trade in Goods on UN comtrade data », *UN comtrade*, <http://comtrade.un.org/labs/BIS-trade-in-goods/?reporter=862&year=2000&flow=2> consulté 21 avril 2016

<sup>106</sup> MADURO Nicolas, « 70th Session of the United Nations General Assembly », *loc.cit.*

l'opposition au pouvoir et la possibilité de mise en place d'un referendum pour rappeler le président Maduro rend la situation d'autant plus instable.<sup>107</sup>

De manière générale, on peut observer un sentiment d'insécurité pour le Venezuela qu'il attribuerait à une politique américaine d'ingérence, notamment au travers de la doctrine Monroe. Si cela n'empêche pas les deux pays de commercer ou encore Caracas de tenter régulièrement de se rapprocher de Washington avant de s'y opposer théâtralement, cela maintient toutefois un climat sensible permanent.

#### 2.1.3.2. Une menace étatsunienne pour Moscou ?

Lors de son discours à Valdai en 2014, Vladimir Poutine développait un raisonnement quelque peu similaire à son homologue vénézuélien quant aux États-Unis, précisant que ceux-ci imposaient au monde un système et des valeurs qui leur étaient propres menant ainsi à des conflits.<sup>108</sup> La présence de la flotte américaine dans la mer noire<sup>109</sup> ainsi que la sortie unilatérale des États-Unis du traité missiles balistiques sont aussi des points de discorde entre les deux puissances.<sup>110</sup> D'après Dmitri Trenin, le rapprochement russe au Venezuela enverrait le message suivant à Washington : « *Get off my back* ». <sup>111</sup>

Pourtant, de manière générale, des différences avec le discours vénézuélien existent ; la principale étant la forme. En effet la Russie évite de rentrer dans des discours manichéens.<sup>112</sup> Ainsi, lors de sa visite au Venezuela et lors de la mise en place de l'accord sur le nucléaire, le président Medvedev avait contourné la rhétorique anti-américaine vénézuélienne pour préciser que le deal nucléaire n'était en aucun cas une provocation.<sup>113</sup>

Remarquons toutefois que si les présidents russes restent prudents dans leurs discours quant aux États-Unis, le discours relatif à l'OTAN est plus critique. Dans chaque doctrine de politique étrangère, les présidents russes successifs ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays satellites et soviétiques. Précisant dans chacune des doctrines

<sup>107</sup> HARAU Juliette, « États vidés, coupures d'électricité, pillages : pourquoi le Venezuela traverse une crise majeure », *Le Monde*, 6 mai 2016, mis à jour le 18 mai 2016 <http://www.lemonde.fr/> consulté le 27 juillet 2016

<sup>108</sup> PUTIN Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 24 octobre 2014, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 13 avril 2016

<sup>109</sup> TRENIN Dmitri, sous la direction de DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri, « Of power and Greatness », *Russia : The Challenges of Transformation*, *op.cit.*, p. 415

<sup>110</sup> PUTIN Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », *loc.cit.*

<sup>111</sup> TRENIN Dmitri, sous la direction de DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri, « Of power and Greatness », *Russia : The Challenges of Transformation*, *loc.cit.*

<sup>112</sup> KATZ Mark N., « the Putin-Chavez partnership », *op.cit.*, p. 7

<sup>113</sup> MEDVEDEV Dmitri, « Press statement following Russian-Venezuelan talks », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 15 octobre 2010 <http://en.kremlin.ru/> consulté le 16 mar 2016

« *Russia maintains its negative attitude towards the expansion of NATO* ». <sup>114</sup> L'OTAN est aussi identifié comme menace externe première pour la Russie dans les doctrines militaires de 2010 et 2014 de la Fédération. <sup>115</sup> De plus, Sergei Lavrov, actuel ministre des affaires étrangères, considère que ce rapprochement de l'alliance atlantique aux frontières russes constitue le point d'achoppement principal entre la Russie et l'Occident. <sup>116</sup> Dès 1994, Alexei Pouchkov, actuellement président du comité d'affaires internationales de la Douma fédérale, rappelle que « *military-political alliances do not exist for the sake of abstraction or charitable purposes. They are always directed against someone or something* ». <sup>117</sup> A la chute de l'URSS, et malgré une réorientation officielle de l'OTAN, certaines personnalités russes craignent toujours que cette organisation soit intrinsèquement opposée à la Russie. Lors d'une interview, Alexei Pouchkov a précisé qu'un groupe particulier de pays au sein de l'OTAN cherchait la confrontation avec la Russie, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni ou encore les pays de la Baltique. Il a également précisé que « *Attempts are made through this pressure to strip us of independence, impose on us restricted sovereignty as it was in the 1990s. But today's Russia will never agree to this* ». <sup>118</sup>

Cette crainte de voir une alliance militaire historiquement ennemie se renforcer aux frontières de la Russie pourrait expliquer une volonté d'alliance avec le Venezuela. Comme précisé dans la théorie réaliste, la peur de devenir victime d'une agression mènerait ces pays à développer une politique d'augmentation de puissance, notamment via la diplomatie. <sup>119</sup>

Enfin, une divergence entre la Russie et le Venezuela est à signaler, à savoir leur soutien à des présidents antagonistes. Comme nous l'avons vu Hugo Chavez s'était fortement opposé à Bush Jr alors que Vladimir Poutine, malgré quelques oppositions, avait une meilleure relation avec ce président qu'avec son successeur Barack Obama ; <sup>120</sup> alors que Chavez lui, reste plus

---

<sup>114</sup> MID.RU, « The Foreign Policy Concept of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 juin 2000, 12 juillet 2008 et 18 février 2013, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015

<sup>115</sup> MID.RU, « Doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 5 février 2010 et 25 décembre 2014 ; <http://www.mid.ru/> consulté le 14 mai 2016

<sup>116</sup> LAVROV Sergey, « Russia's foreign policy in a historical perspective », *Russia in Global Affairs*, n°2, 30 mars 2016.

<sup>117</sup> PUSHKOV Alexei, « Letters to the Editor : Building NATO at Russia's Expense », *Foreign Affairs*, Vol. 73, n° 1, janvier- février 1994, p. 173

<sup>118</sup> ITAR-TASS, « Lawmaker blames Baltic countries, Romania, Poland, US, UK for Russia-NATO confrontation », *Itar-Tass Russian News Agency*, 24 mai 2016, <http://tass.ru/en/politics/877866> consulté le 22 juin 2016

<sup>119</sup> WALT Stephen M., « Alliance formation and the balance of world power », *International security*, vol. 9, n°4, printemps 1985, pp. 15-18

<sup>120</sup> PUSHKOV Alexei et MALASHENKO Alexey, « Putin, Obama Eye New Agenda », *Carnegie endowment for international peace*, 10 novembre 2012, <http://carnegie.ru/> consulté le 22 avril 2016



ouvert à Obama. Pour ce qui est des élections de 2016, le Kremlin tendrait plutôt à soutenir le candidat républicain Donald Trump<sup>121</sup>, sans affirmer clairement de choix, alors que Nicolas Maduro se rangerait derrière le candidat démocrate Bernie Sanders.<sup>122</sup> Dès lors, si opposition aux États-Unis il y a, celle-ci repose sur une base fragile de critique à l'ingérence américaine, soutenant toutefois des candidats opposés sur les autres points de leurs programmes. Aussi, ce n'est pas à l'hégémon en tant que super puissance à qui ces pays s'opposent mais bien à sa politique interventionniste et la menace que celle-ci constitue.

#### 2.1.4. Le rapprochement russo-vénézuélien et l'impact d'une alliance

Après avoir mis en avant les rapports entre la Russie et le Venezuela avec les États-Unis et la menace que constituerait ce dernier pays, la question du rapprochement entre ces deux acteurs en réponse à la menace peut être analysés. Dans ce cadre, nous prenons en considération le rapprochement militaire mais également la vente d'armes et enfin la question du pétrole comme limite à ce rapprochement.

En effet, d'après Stephen Blank, la Russie voudrait, en réponse aux agissements de l'OTAN et des États-Unis dans son voisinage, « *conduct a Latin American policy of anti-americanism and destabilization regardless of the consequences* ». Pour ce faire, elle développerait une alliance basée sur le commerce d'armes, ainsi qu'une coopération militaire et nucléaire.<sup>123</sup>

Le commerce d'armes entre la Russie et le Venezuela commence réellement en 2005 et augmente jusqu'en 2009 pour chuter en 2010.<sup>124</sup> Il ré-augmente ensuite avec un pic en 2012 et 2013 et enfin rechute en 2014.<sup>125</sup> La crise vénézuélienne impacte fortement ces chiffres et, dès 2014, le commerce entre les deux États diminue drastiquement. De 2006 à 2010, ce sont principalement des avions de combats, hélicoptères et missiles qui sont achetés. Dans les années suivantes ce seront des tanks, des véhicules armés et de l'artillerie.<sup>126</sup> D'après l'agence Itar-

<sup>121</sup> OSBORN Andrew, « From Russia with love : why the Kremlin backs Trump », *Reuters*, 21 mars 2016, <http://mobile.reuters.com/> consulté le 22 avril 2016

<sup>122</sup> VON BERGEN Franz, « Venezuela's socialist president praises Bernie Sanders 'revolutionary' message », *Fox News Latinon*, 10 mars 2016, <http://latino.foxnews.com/> consulté le 22 avril 2016

<sup>123</sup> BLANK Stephen, « Russia's second wind in Latin America », *Center for Hemispheric policy*, 2001, 5 pages, pg 2

La coopération nucléaire est volontairement laissée de côté pour pouvoir approfondir la coopération militaire et la vente d'armes.

<sup>124</sup> NATIONS UNIES, « UN arms register of conventional weapon », *UN register*, <http://www.un-register.org/HeavyWeapons/index.aspx?CoI=US&year=1998&Cat=&type=1> consulté le 15 avril 2016

<sup>125</sup> SIPRI, « Trade Registers », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, [http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/trade\\_register.php](http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/trade_register.php) consulté le 12 avril 2016

<sup>126</sup> NATIONS UNIES, « UN arms register of conventional weapon », *loc.cit.*

Tass, la Russie est devenue le fournisseur principal d'armes au Venezuela.<sup>127</sup> Le Venezuela est aussi le plus gros importateur d'Amérique Latine d'armes russes.<sup>128</sup>

Pourtant dès 2005, les États-Unis critiquent cette vente d'armes, précisant le danger que celles-ci se retrouvent dans les mains de milices non gouvernementales. La Russie réplique rapidement en argumentant qu'elle n'est pas la seule à vendre des armes au Venezuela, la Belgique et la France en vendent notamment et ne se voient pourtant pas demander d'arrêter.<sup>129</sup> En 2009, Washington renouvelle son inquiétude quant à la quantité d'armes vendues mais le Kremlin maintient qu'il est dans ses droits.<sup>130</sup> En contrepartie, la Russie, de son côté critique la vente d'armes américaines à certains pays avec lesquels elle est en conflit comme notamment la Géorgie.<sup>131</sup>

Remarquons qu'en vendant des armes au Venezuela, la Russie prend les parts de marché qui appartenaient historiquement aux États-Unis.<sup>132</sup> En effet, suite à l'élection de Chavez, les États-Unis ont stoppé leur vente d'armes avec le pays.<sup>133</sup> De plus, la particularité de la vente russe d'armes repose sur son « *no-string attached* », en effet, Moscou n'attache pas de conditions à sa vente d'armes comme notamment la nécessité de respecter les droits de l'Homme ou encore de s'abstenir d'attaquer un autre pays.<sup>134</sup>

Outre le commerce d'armement, les deux États, d'après Sergei Shoigu, ministre russe de la défense, « *successfully develop military and technical cooperation* »<sup>135</sup>. Les deux pays ont commencé des exercices navals conjoints à partir de 2008, on peut ici souligner que c'était la première fois depuis la guerre froide que la flotte russe croisait dans les eaux occidentales.<sup>136</sup>

---

<sup>127</sup> ITAR-TASS, « Russia, Venezuela successfully develop military cooperation – defense minister Shoigu », *Itar-Tass Russian News Agency*, 12 février 2015, <http://tass.ru/en/russia/777092> consulté le 28 mai 2016

<sup>128</sup> ITAR-TASS, « Russian weaponry selling best in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, le 30 mars 2016 <http://tass.ru/en/defense/866023> consulté le 22 juin 2016

<sup>129</sup> MID.RU, « Russian MFA Information and Press Department Commentary Regarding US Concern over Russian Arms Supplies to Venezuela », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 11 février 2005, <http://en.mid.ru/en/> consulté le 20 février 2016

<sup>130</sup> GLOBALSECURITY.ORG, « Defense Industry », *GlobalSecurity.org*, - *Reliable Security Information*, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/venezuela/index.html> consulté le 10 mai 2016

<sup>131</sup> SIMES Dimitri K., « Losing Russia, The Costs of Renewed Confrontation », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 6, novembre/ décembre 2007, p.48

<sup>132</sup> SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *op.cit.*, p. 416

<sup>133</sup> ITAR-TASS, « Russian weaponry selling best in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, *loc.cit.*

<sup>134</sup> BETHEL Scott A., « Vladimir Vladimirovitch Putin and Russian foreign policy for the new millenium : a new approach 2001-2002 », *Air University Maxwell Air Force Base*, Alabama, mai 2002, p. 48

<sup>135</sup> MID.RU, « Russian Defense Minister Sergei Shoigu had a meeting with the President of Venezuela Nicolas Maduro », *Ministère de la défense de la Fédération de Russie*, 12 février 2015 <http://eng.mil.ru/en/> consulté le 15 avril 2016

<sup>136</sup> SANCHEZ Alejandro W., « Geosecurity 101 : Washington and Moscow's military bases in Latin America », *op.cit.*, p. 4

De plus, certaines bases vénézuéliennes pourraient être utilisées par les navires russes pour des « réparations et maintenances ». <sup>137</sup> Pourtant l'idée d'implanter des bases militaires russes permanentes au Venezuela n'aurait officiellement pas été abordée entre les deux pays, une explication consiste dans le fait que la Constitution vénézuélienne ne permettrait pas l'implantation de bases militaires étrangères. <sup>138</sup> D'après Sergei Lavrov, la Russie n'a tout simplement pas besoin de ces bases mais seulement de la possibilité d'utiliser les bases vénézuéliennes. <sup>139</sup>

Les deux pays ont donc bien augmenté leur coopération militaire, que ce soit au travers d'exercices communs ou encore de la vente d'armes. Les intentions des deux États semblent difficiles à appréhender, même si officiellement ce rapprochement ne constitue pas une opposition aux États-Unis. Le commerce d'armes subit toutefois fortement l'impact de la crise économique mais cela ne semble pas toucher la coopération de manière générale.

Pour ce qui est de l'augmentation de puissance de la Russie mais aussi du Venezuela, globalement les dépenses militaires en pourcentage du PIB du Venezuela ont été en augmentation au début des années 2000 <sup>140</sup>. En valeur absolue, il y a un premier pic en 2007 puis un deuxième en 2013 suivi par une diminution à partir de 2014 <sup>141</sup>. Suite à la crise économique, le Venezuela a diminué drastiquement ses dépenses militaires de 64% en 2015. <sup>142</sup> Quant aux dépenses militaires de la fédération de Russie ces quinze dernières années, elles ont elles augmenté, passant en pourcentage de PIB de 3.6 à 5.0% <sup>143</sup> mais également en augmentant en valeur absolue de manière constante. <sup>144</sup> En 2015, et malgré la crise économique, la Russie a continué d'augmenter ses dépenses militaires. <sup>145</sup>

---

<sup>137</sup> ITAR-TASS, « No Russian military bases to appear in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, 17 mai 2014, <http://tass.ru/en/russia/732003> consulté le 10 mai 2016

<sup>138</sup> SPUTNIKNEWS.RU, « The deployment of Russian military bases in Venezuela is not under discussion because the country's constitution does not stipulate it », *Sputnik International*, 15 décembre 2015, <http://sputniknews.com/latam/20151215/1031774532/russia-venezuela-bases.html> consulté le 17 avril 2016

<sup>139</sup> ITAR-TASS, « No Russian military bases to appear in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, *op.cit.*

<sup>140</sup> Passant de 0.8% de son PIB à 1.4%

<sup>141</sup> SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, [http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex\\_database](http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database) consulté le 15 avril 2016

<sup>142</sup> BLENCKER Stephanie, « World military spending resumes upward course, says SIPRI », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, 5 avril 2016, <https://www.sipri.org/media/press-release/> consulté le 2 juin 2016

<sup>143</sup> WORLD BANK.ORG, « Military expenditure (% of GDP) », *La Banque mondiale*, <http://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS> consulté le 15 avril 2016

<sup>144</sup> SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, [http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex\\_database](http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database) consulté le 15 avril 2016

<sup>145</sup> BLENCKER Stephanie, « World military spending resumes upward course, says SIPRI », *loc.cit.*

Depuis les années 2000, la Russie est donc en augmentation de puissance et semble bien répondre à un dilemme de sécurité. Pour ce qui est du Venezuela, malgré une forte croissance au départ, il est le pays qui a le plus coupé dans ses dépenses militaires en 2015.<sup>146</sup> En parallèle, les dépenses militaires américaines en pourcentage de PIB ont elles diminué passant de 4.6% à 3.5% en quinze ans.<sup>147</sup> En valeur absolue, les dépenses militaires ont augmenté jusqu'en 2009 pour ensuite diminuer les années suivantes.<sup>148</sup>

Remarquons qu'en 2016, le *Global Firepower* définit les États-Unis comme première puissance militaire, suivie par la Russie. Le Venezuela est lui classé 45<sup>ème</sup>.<sup>149</sup> En 2014, les dépenses militaires américaines étaient sept fois plus élevées que les dépenses russes.<sup>150</sup>

Les situations de tension qui ont suivi notamment avec l'intervention russe en Géorgie puis en Ukraine ou encore les discours anti-américains vénézuéliens ne semblent a priori pas constituer un dilemme de sécurité pour les États-Unis. Remarquons toutefois les limites de cette conclusion. Dans un premier temps, d'autres augmentations de puissance auraient pu être considérées comme une réponse : ainsi, un rapprochement diplomatique de Cuba et des États-Unis pourrait être vu comme une réponse au rapprochement militaire russo-vénézuélien.<sup>151</sup> Dans un second temps, comme dit précédemment, les États-Unis restent la première puissance militaire et le pays le plus dépensier en matière de défense.

#### 2.1.4.1. Le pétrole, un dilemme du prisonnier

La Russie et le Venezuela sont tous deux des pays qui possèdent de grandes ressources pétrolifères, dès lors la coopération a toujours été mise en avant par les présidents respectifs. La compagnie russe Gazprom et la compagnie pétrolière vénézuélienne PVDSA forment ainsi un partenariat en Amérique du Sud.<sup>152</sup> De plus la Russie a, à de nombreuses reprises, autorisé des crédits au Venezuela pour l'achat d'armes russes. En échange, des compagnies pétrolières

<sup>146</sup> BLENCKER Stephanie, « World military spending resumes upward course, says SIPRI », *loc.cit.*

<sup>147</sup> WORLD BANK.ORG, « Military expenditure (% of GDP) », *Banque mondiale*, <http://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS> consulté le 15 avril 2016

<sup>148</sup> « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, *loc.cit.*

<sup>149</sup> GLOBALFIRE.COM, « Countries Ranked by Military Strength (2016) », *Global Firepower (GFP)*, 1 avril 2016, <http://www.globalfirepower.com/countries-listing.asp> consulté le 29 avril 2016.

<sup>150</sup> SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, *loc.cit.*

<sup>151</sup> Rem : c'est d'ailleurs ce que Stephen Blank préconisait en 2009 comme réponse au rapprochement russo-vénézuélien, BLANK Stephen, « La Russie et l'Amérique Latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des États-Unis », *op.cit.*, p. 23

<sup>152</sup> COHEN Ariel et WALSER Ray, « The Russia – Venezuela Axis : Using Energy for Geopolitical Advantage », *op.cit.*, p. 2

russes se sont installées sur le territoire vénézuélien et plus particulièrement dans la ceinture de l'Orinoco, plus grande réserve de pétrole au monde.<sup>153</sup>

Cependant, il est intéressant à ce stade de montrer un paradoxe dans cette relation. En effet, le Venezuela est membre de l'OPEP et dans ce cadre tente de maintenir un prix du baril de pétrole élevé. Son économie dépendant de ce revenu, il peut dès lors importer plus et notamment importer des biens russes. Pourtant, la Russie a, à de nombreuses reprises, fait chuter le prix du pétrole en en fournissant une grande quantité.<sup>154</sup> En 2015 et pendant plus d'un an, la Russie refusait de diminuer sa production au détriment des autres pays exportateurs.<sup>155</sup> Nous nous retrouvons bien dans un dilemme du prisonnier, propre à la théorie réaliste, où les États ne coopèrent pas et tentent de maintenir leurs gains relatifs au détriment d'un gain absolu. En effet, si la Russie coopérait pour diminuer sa production de pétrole, les prix pourraient augmenter. Pourtant si un des pays exportateurs décide de ne pas respecter l'arrangement, alors il prendrait des parts au marché russe. Dans ce cadre, le risque est grand et la Russie, comme dans le dilemme du prisonnier, déciderait de ne pas coopérer, comme le précise le ministre russe de l'énergie Alexander Novak, « *if we cut, the importer countries will increase their production and this will mean a loss of our niche market*, ». <sup>156</sup>

Le Venezuela est le pays qui souffre le plus du prix bas du pétrole (notamment dû à ce que l'on pourrait appeler la « *dutch disease* »<sup>157</sup>), c'est donc le ministre de l'énergie vénézuélien qui fait le plus d'effort pour convaincre les États de maintenir une production de pétrole basse.<sup>158</sup> Mark Katz avait bien identifié la chute du prix du pétrole comme élément mettant à mal la relation entre la Russie et le Venezuela.<sup>159</sup>

Cependant, après un an et dès février 2016, la Russie change de position et s'ouvre à la possibilité de geler le prix du pétrole, même si certains pays comme l'Iran ne suivent pas le

---

<sup>153</sup> COHA, « Russia Turns to the South for Military and Economic Alliances », *COHA, Council on Hemispheric Affairs*, 8 mai 2012, <http://www.coha.org/russia-turns-to-the-south-for-military-and-economic-alliances/> consulté le 22 juin 2016

<sup>154</sup> KATZ Mark N., « the Putin-Chavez partnership », *op.cit.*, p. 6

<sup>155</sup> BOWLER Tim, « Falling oil prices : Who are the winners and losers ? », *BBC news*, 19 janvier 2015 <http://www.bbc.com/> consulté le 22 juin 2016

<sup>156</sup> *Ibidem.*

<sup>157</sup> Une augmentation de la vente des matières premières amène un afflux de devises étrangères, en réaction la devise nationale se retrouve appréciée ce qui augmente le prix des produits manufacturés à l'exportation et dès lors augmente l'importation de ces produits ce qui peut, à long terme mener à une désindustrialisation.

<sup>158</sup> WILPER Gregory, « The Economics, Culture, and Politics of Oil in Venezuela », *venezuelanalysis.com*, 30 août 2003, <http://venezuelanalysis.com/> consulté le 22 juin

<sup>159</sup> KATZ Mark N., « the Putin-Chavez partnership », *op.cit.*, p. 5

mouvement.<sup>160</sup> Si les accords de Doha en avril ont échoué, il n'empêche que la position russe est dorénavant ouverte à la discussion. Remarquons toutefois que certains avancent que ce changement de position est tout simplement dû au fait que la Russie n'avait plus les capacités d'augmenter sa production. De plus, la Russie avait déjà accepté de diminuer sa production en 1998 et 2001 et n'avait pas respecté ses engagements.<sup>161</sup>

Pourtant, pendant un an la Russie a joué cavalier seul, ce qui renvoie directement à la théorie réaliste qui rappelle la fragilité d'une alliance entre deux États. En effet, dans cette situation, il était coûteux à la Russie de continuer à privilégier sa relation avec Caracas au détriment de ses propres intérêts. C'étaient donc son intérêt et sa volonté de se stabiliser comme puissance qui ont primé.

#### 2.1.5. Conclusion : balancing, puissance et création d'un pôle

L'hypothèse développée dans ce chapitre consiste en une politique étrangère russe de rapprochement avec le Venezuela comprise au sens d'une approche réaliste. Dans ce cadre, les concepts de multipolarité et multilatéralité ont mis en avant l'intérêt de puissance dans la politique étrangère russe. L'existence d'une menace américaine a été considérée pour ensuite observer le rapprochement militaire entre la Russie et le Venezuela. Enfin, les limites d'une alliance sont abordées avec l'existence d'un dilemme du prisonnier quant au pétrole.

Dès lors, comme nous l'avons vu, la Russie, au début du XXIème siècle serait bien en expansion de puissance notamment grâce à son économie florissante. Pourtant le non-respect de ses vetos deviendrait une menace. En effet, le veto au CSNU permettrait à Moscou de s'assurer qu'aucune ingérence ou attaque militaire ne se fera sans son accord. Ce non-respect provoquerait un danger pour sa sécurité. A ce danger s'ajouterait le rapprochement d'une alliance historiquement ennemie à ses frontières. En parallèle à cette montée en puissance, le Venezuela doit, quant à lui, faire face à ce qu'il assure être une ingérence américaine dans sa politique. Néanmoins, la crise économique ralentit la montée en puissance de ces deux États et principalement du Venezuela qui est fortement touché par la chute du prix du pétrole. Dans ce cadre, les dépenses en armements du Venezuela se retrouvent affectées et sa puissance *in fine* diminuée.

---

<sup>160</sup> MAXIE Jeremy, « Russia's Bullish Bet on Oil Freeze », *Forbes Magazine*, 11 avril 2016, <http://www.forbes.com/> consulté le 22 juin 2016

<sup>161</sup> KENNEDY Simon et FOLLAIN John, « Saudi Arabia, Russia is to Freeze Oil Output Near Record Levels », *Bloomberg*, 16 février 2016, <http://www.bloomberg.com/> consulté le 22 juin

Dans un second temps, le rapprochement militaire entre ces deux États pour faire face à la menace américaine semblerait bien exister. Si la vente d'armes a diminué avec la crise ces dernières années, aucun signe ne semble montrer pour l'instant une diminution de leur coopération militaire.

Pourtant, la politique étrangère russe, réagissant à une menace d'ingérence, rappellerait les limites d'une alliance entre les deux États. En effet, l'opposition aux États-Unis ne semble pas structurelle mais bien liée à une politique étrangère de Washington qui n'est pas immuable. L'ouverture de Maduro, lors de son discours, rappellerait aussi que le Venezuela n'est pas fermé à un rapprochement identique à celui de Cuba. L'augmentation du prix du pétrole et la non-coopération russe dans un premier temps montrent elles aussi les limites de la relation entre les deux États.

En conclusion, la politique étrangère russe envers le Venezuela semblerait bien montrer une volonté d'augmentation de puissance de la Russie, quitte à nuire à son allié vénézuélien. Dès lors, la coopération militaire serait bien présente et semble répondre à ce qui est considéré comme une menace par les deux acteurs. Dans cette optique, l'enjeu sécuritaire semble bien amener ces États à faire valoir un gain relatif au détriment des États-Unis. Ce serait donc la création d'un pôle de puissance sur la scène internationale au détriment du pôle états-unien qui ressort d'une interprétation réaliste de ce rapprochement.

## 2.2. ... et new world order

*Today, the dynamic development of cooperation between our countries in various fields proves convincingly that the distance is no obstacle for cooperation. [...] Our common commitment to important principles such as multilateralism, respect for international law, strengthening the central coordinating role of the UN is of particular importance in a turbulent international environment. Sergeï Lavrov<sup>162</sup>*

La Russie ainsi que le Venezuela ont, depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, mis en avant la volonté d'instaurer un nouvel ordre mondial. Lors des rencontres officielles entre ces deux

---

<sup>162</sup> MID.RU, « Vystouplenie Ministra inostrannykh del Rossii S. V. Lavrova na tseremonii otkritiia vystavki arkhivnykh materialov po sloutchaïou ioubileïnykh dat v diplomaticheskikh otnocheniïakh Rossii s riadom stran latinskoï Ameriki i Karibskovo basseïna, Moskva » [Allocution du ministre des affaires étrangères de la Russie S. V. Lavrov lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition de documents d'archives à l'occasion de l'anniversaire des relations diplomatiques entre la Russie et certains pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, Moscou], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 16 avril 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 4 mai 2016

États, les présidents insistent sur l'importance de la mise en place d'un monde multipolaire où des valeurs telles que la souveraineté et la non-ingérence seraient de mise.

Dans ce chapitre, nous évoquons l'hypothèse d'une politique étrangère russe de rapprochement envers le Venezuela basée sur un agenda politique commun ainsi que des valeurs similaires. Dans un premier temps, la théorie libérale est rappelée, pour ensuite « réanalyser » les concepts de multipolarité et de multilatéralisme au travers d'une interprétation libérale. Enfin, nous abordons leur coopération mais également ses limites en prenant l'exemple d'organisations régionales telles que l'ALBA puis internationales telles que l'Organisation des Nations Unies.

### 2.2.1. Le libéralisme en quelques mots

Le libéralisme, à l'instar du réalisme, est une théorie clef des relations internationales. Ces deux théories sont souvent présentées comme antagonistes. Pourtant elles présentent de nombreuses caractéristiques communes. En effet, les deux théories conçoivent le système international comme anarchique. Aussi, l'État, s'il n'est pas l'acteur unique pour les libéraux, reste central dans les deux paradigmes. Toutefois, d'après les tenants de l'école libérale, l'anarchie du système n'empêche pas les acteurs de coopérer. Effectivement, les États, comme les individus, sont rationnels et aspirent à la paix. Les valeurs d'ordre et de justice peuvent aussi être projetées sur la scène internationale pour réguler les relations entre États. Les institutions jouent un rôle central pour faire respecter ces valeurs et cet ordre. Ainsi, les valeurs propres à la société font partie du spectre d'analyse des théoriciens libéraux. Dans ce travail, nous nous limitons néanmoins à l'analyse des valeurs en éludant les mécanismes de politique interne russe. Enfin, les différences entre la *high politics* relative à la sécurité et la *low politics* sont, elles, écartées, les libéraux concevant les thématiques comme liées entre elles.<sup>163</sup>

L'expression de « *new world order* » date des années 90 et de l'émergence d'un monde généralement reconnu comme unipolaire. Dans ce cadre, les organisations internationales telles que l'ONU et plus particulièrement son Conseil de Sécurité ont pu obtenir un regain de légitimité après avoir été relativement paralysés par les deux supers puissances lors de la guerre froide. La coopération au sein des organismes multilatéraux, bien que difficile, s'est révélée possible.<sup>164</sup>

---

<sup>163</sup> DESCHENES Dany et PAQUIN Stéphane, *Introduction aux relations internationales. Théories, pratiques et enjeux*, Montreal, Chenelière éducation, 2009, pp. 14-21

<sup>164</sup> LAMY Steven L., sous la direction de BAYLIS John, SMITH Steve et OWENS Patricia, « Contemporary mainstream approaches : neo-realism and neo-liberalism », *The globalization of world politics : an introduction to international relations*, op.cit., pp. 114-122



John G. Ikenberry définit trois étapes historiques dans le libéralisme international : le libéralisme 1.0 à savoir celui existant durant l'entre-deux-guerres reposant sur la volonté de remplacer la balance de pouvoir de l'époque par un système international matérialisé dans la société des nations. Le libéralisme 2.0 ou *liberal internationalism* équivaut à la période de domination américaine et à la mise en place de valeurs par le biais de régimes internationaux. D'après Ikenberry, ce système serait fortement contesté actuellement à cause notamment de la surutilisation par les États-Unis des avantages propres à leur capacité de grande puissance en utilisant des concepts type « R2P » pour insuffler des changements de régime là où ils l'entendent. Ainsi, l'auteur anticipe une troisième forme de libéralisme, le 3.0 qu'il envisage comme renforçant des mécanismes multilatéraux maintenant un nouvel ordre mondial. Dans ce troisième libéralisme, Ikenberry parle du passage d'un ordre basé sur une hiérarchie où les États-Unis sont hégémon à un ordre plus horizontal où d'autres États gagnent en importance. Cette troisième forme de libéralisme montre aussi l'importance de mécanismes encadrant les interventions de type R2P dans les politiques internes des États.<sup>165</sup>

Enfin, dans le cadre de ce travail, nous recourons aux concepts de gains absolus et relatifs, propres aux théories néoréalistes et néolibérales. Pour la théorie néolibérale, l'augmentation de puissance est absolue. La participation à la coopération internationale fait donc du sens pour les États s'ils peuvent y trouver leurs intérêts, peu importe si cela renforce la puissance des autres États.<sup>166</sup> Pour Keohane, les gains relatifs sont en rapport quasi exclusif dans les domaines de sécurité ou encore si seulement deux États puissants sont concernés. Pour le reste des coopérations, ce sont essentiellement les gains absolus que les États tentent de maximiser.<sup>167</sup> En d'autres termes, là où les réalistes pensent que les relations internationales sont caractérisées par un « *zero sum game* », les libéraux mettent en avant le *win-win* possible, passant notamment par la coopération internationale.<sup>168</sup>

### 2.2.2. La multipolarité et le multilatéralisme à la rescousse d'un équilibre

Après avoir analysé, lors de la première proposition, les concepts de multipolarité et de multilatéralisme au travers de la théorie réaliste, nous reconsidérons ces concepts au travers

<sup>165</sup> IKENBERRY John G., « Liberal Internationalism 3.0 : America and the Dilemmas of Liberal World Order », *Perspectives on Politics*, vol. 7, n°1, mars 2009, pp. 73-81

<sup>166</sup> GRIECO Joseph M., « Anarchy and the limits of cooperation : a realist critique of the newest liberal institutionalism », *loc.cit.*

<sup>167</sup> KEOHANE Robert O., « International institutions : Can interdependence work ? », *Foreign Policy*, édition spéciale : spring of knowledge, n°120, Printemps 1998, p. 82

<sup>168</sup> DOYLE Michael W., sous la direction de DUNNE Tim, HADFIELD Amelia et SMITH Steve, « Liberalism and foreign policy », *Foreign Policy : Theories, Actors, Cases*, Oxford, Oxford University press, 5<sup>ème</sup> édition, 2012, 543 pages, p. 65

d'une théorie libérale en mettant l'accent sur la coopération internationale et ses enjeux. En effet, en mars 1999, et sans accord du CSNU, l'OTAN intervient en Yougoslavie, en violation de l'article 42 de la charte des Nations Unies. En 2003, de nouveau sans accord du CSNU, une coalition menée par les États-Unis intervient en Irak. En 2011, lors d'une intervention autorisée par le Conseil de Sécurité en Libye, la coalition intervenant ne respecte pas la « *no-fly zone* ». <sup>169</sup> L'Irak et la Libye sont des cas représentatifs ; le président Poutine considère que le chaos existant dans ces pays et l'arrivée de l'État islamique sont directement dus aux interventions occidentales. <sup>170</sup>

Lors de la plupart de ces interventions, les membres des coalitions ont mis en avant le concept de R2P. De manière générale, la position russe envers ce concept est complexe ; si le Venezuela s'oppose automatiquement à ces interventions comme représentatives d'une violation de souveraineté, la Russie les accepte si celles-ci sont encadrées par le droit international et un accord du Conseil de Sécurité, ainsi qu'une garantie que ces interventions ne consistent pas en une forme de « *regime changing* ». <sup>171</sup>

En effet, d'après la Russie, les actions « unilatérales collectives », à savoir sans l'accord du CSNU, présenteraient des risques graves pour la paix et l'équilibre international. Comme il est rappelé dans la doctrine de politique étrangère de 2013, « *another risk to world peace and stability is presented by attempts to manage crises through unilateral sanctions and other coercive measures, including armed aggression, outside the framework of the UN Security Council* ». <sup>172</sup> Dans ce cadre et rejoignant la théorie libérale, les institutions et plus principalement les Nations Unies sont vues comme médiateurs sur la scène internationale et bases de la coopération entre les États. Ces mêmes institutions permettent de limiter l'anarchie et d'anticiper le comportement des États. <sup>173</sup>

De plus, comme le rappelle Vladimir Poutine lors de son discours devant l'assemblée générale en 2015 : « *We all know that after the end of the Cold War the world was left with one center*

---

<sup>169</sup> LENTA.RU, « Putin nazval operatsiiou v Livii bessovetnym krectovym pokhodom » [Poutine qualifie les opérations en Libye de croisades malhonnêtes], 21 mars 2011, <http://lenta.ru/news/2011/03/21/criticize/> consulté le 30 mars 2016

<sup>170</sup> PUTIN Vladimir, « 70th session of the UN General Assembly », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 29 septembre 2015, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 26 juin 2016

<sup>171</sup> KUROWSKA Xymena, « Multipolarity as resistance to liberal norms : Russia's position on responsibility to protect », *Conflict, Security & Development*, vol. 14, n°4, pp. 489-508, p. 490

<sup>172</sup> MID.RU, « Concept of Foreign Policy of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 février 2013, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015

<sup>173</sup> LAMY Steven L., sous la direction de DUNNE Tim, HADFIELD Amelia et SMITH Steve, « Contemporary mainstream approaches : neo-realism and neo-liberalism », *Foreign Policy : Theories, Actors, Cases, op.cit.*, p. 132

*of dominance, and those who found themselves at the top of the pyramid were tempted to think that, since they are so powerful and exceptional, they know best what needs to be done and thus they don't need to reckon with the U.N., which, instead of rubber-stamping the decision they need, stand in their way* ». <sup>174</sup> Si dans l'esprit russe le multilatéralisme était un échec à cause du comportement de certains États qui seraient assez puissants pour ne pas avoir à respecter le droit international, la création d'autres pôles de pouvoir dans le monde devient une nécessité. <sup>175</sup> Dans ce cadre, la multipolarité ne se ferait pas en opposition aux États-Unis mais bien dans une optique de gains absolus. Dmitry Polikanov, vice-président du Centre Russe d'Études Politiques, considère lui aussi que la Russie ne cherche pas à s'opposer aux États-Unis mais ne cherche pas non plus à éviter les confrontations si c'est nécessaire pour retrouver un équilibre sur la scène internationale : « *The dominant principle of Russia's new policy was summed up thus : while Russia did not seek confrontation, it equally no longer feared it* ». <sup>176</sup> Ceci rejoint le développement d'Andrei P. Tsygankov, qui assure que la Russie ne cherche pas à confronter directement les États-Unis ou encore à s'éloigner de l'Occident pour se renforcer en tant qu'hégémon. En effet, la Russie chercherait au contraire à renforcer sa participation aux organisations d'origine occidentales. Pourtant, en parallèle, elle se rapprocherait également des autres pôles de puissance de la scène internationale. Elle jouerait donc d'un équilibre entre multipolarité et multilatéralisme. <sup>177</sup>

La théorie libérale et les développements d'Ikenberry rentrent dans cette optique, notamment lorsqu'il argumente que la fin du libéralisme 2.0 est due au déclin des États-Unis, la montée de nouveaux États amenant le système à tendre vers plus d'horizontalité au profit des pays émergents. Ainsi, le libéralisme 3.0 serait caractérisé par le recours accru au multilatéralisme. <sup>178</sup> Dans la même optique, Mario Telò, argumente que les particularités d'un monde multipolaire actuel diffèrent d'une simple *balance of power* propre au 19<sup>ème</sup> siècle, en effet l'interdépendance

---

<sup>174</sup> PUTIN Vladimir, « 70th session of the UN General Assembly », *loc.cit.*

<sup>175</sup> MAKARYCHEV Andrey et MOROZOV Viatcheslav, « Multilateralism, Multipolarity, and Beyond : A Menu of Russia's Policy Strategies », *op.cit.*, pp. 353-354

<sup>176</sup> POLIKANOV Dmitry, sous la direction de MURRAY Donette et BROWN David, « the Russian bear », *Multipolarity in the 21st century : a new world order*, Londres, Routledge, coll. « Contemporary Studies », 2012, p.84

<sup>177</sup> TSYGANKOV Andrei P., sous la direction de LESAGE Dries et VERCAUTEREN Pierre, « Russia in Global Governance, multipolarity or multilateralism ? », *Contemporary Global Governance, Multipolarity vs New Discourses on Global Governance*, Bruxelles, Éditions scientifiques internationales, 2009, pp. 51-59

<sup>178</sup> IKENBERRY John G., « Liberal Internationalism 3.0 : America and the Dilemmas of Liberal World Order », *loc.cit.*

et l'importance des organisations internationales rendraient les relations entre les États mais aussi le système plus stables.<sup>179</sup>

Ce changement de vision peut être observé par le biais des documents officiels et notamment de l'évolution entre l'accord de 1996 sur « l'amitié et la coopération entre la Fédération de Russie et la République du Venezuela » où il est fait référence, à de nombreuses reprises, à l'importance des institutions internationales et principalement l'ONU.<sup>180</sup> En comparaison, la déclaration conjointe des présidents Vladimir Poutine et Hugo Chavez quatre ans plus tard, même si elle continue d'y faire référence à l'ONU et au droit international, fait aussi de nombreuses références à la création d'un monde multipolaire.<sup>181</sup>

Dans ce cadre, le multipolarisme aurait comme but premier de créer un environnement indirectement contraignant qui pousserait les États à respecter le multilatéralisme et le droit international, c'est-à-dire un nouvel ordre mondial. Ces deux concepts sont donc vus au travers d'un intérêt national russe tendant à un équilibre sur la scène internationale et issu des préférences sociétales et des valeurs telles que la souveraineté et la non-ingérence.

### 2.2.3. Le choix du Venezuela, importance de la multipolarité et le rapport au multilatéralisme

La théorie libérale soutient que des États présentant un régime ainsi que des valeurs similaires auront naturellement tendance à s'allier.<sup>182</sup> Il est donc intéressant de se pencher sur le rapport qu'entretient le Venezuela avec la mise en place d'un monde multipolaire et le renforcement du multilatéralisme.

En 2011, lors de son discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, Hugo Chavez précisait: « *the future of a multi-polar world, in peace, resides in us, in the organization of the majority of the people on earth to defend ourselves against the new colonialism, in order to achieve a balance in the universe that is capable of neutralizing imperialism and arrogance* ». Il rappelait par ailleurs l'importance du développement de la coopération

<sup>179</sup> TELÒ Mario, sous la direction de SANTANDER Sebastian, « The European Union, regionalism, and world order : five scenarios », *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012, pp. 169-170

<sup>180</sup> LAWS OF RUSSIA. « Dogovor o droujbe i sotroudnitchestve mejdou Rossiskoe Federatsii i Respublikoi Venessouela » [Accord sur l'amitié et la coopération entre la Fédération de Russie et la République du Venezuela] ; 24 mars 1996, [https://www.lawrussia.ru/texts/legal\\_913/doc913a500x350.htm](https://www.lawrussia.ru/texts/legal_913/doc913a500x350.htm) consulté le 12 février 2016

<sup>181</sup> MID.RU, « Sovmestoe zaiavlenie prezidentov Rossiskoi Federatsii V. V. Poutina i Bolivarskoï Respublikoi Venessouela U. Tchaveza » [Déclaration commune des présidents de la Fédération de Russie V. V. Poutine et de la République bolivarienne du Venezuela H. Chavez], 21 mai 2001, <http://www.mid.ru/> consulté le 12 février 2016

<sup>182</sup> CHARILLON Frédéric, sous la direction de BATTISTELLA Dario, « L'analyse de la politique étrangère », *Relations Internationales : bilan et perspectives, op.cit.*, p. 304

régionale, au sein de l'ALBA ou encore de l'UNASUR.<sup>183</sup> Dans ce cadre, le multipolarisme aurait comme but premier de bloquer l'impérialisme en s'alliant au niveau régional et en entretenant des liens avec les autres pôles du monde.

La vision du Venezuela n'a pas changé avec l'arrivée du nouveau président Nicolas Maduro ; celui-ci en septembre 2015 rappelait : « *The time has come, [...], to build a multipolar world, a multicenter world, a world without hegemony, a world of equals, a world in which the set poles are respected; a world that acknowledges the specific weight of the new emerging centers of political, economic, cultural and human power [...]* »<sup>184</sup>

Cette importance d'un monde multipolaire pour la Russie et pour le Venezuela aurait officiellement été à la base de leur rapprochement. En effet cette convergence d'opinions ferait automatiquement d'eux des partenaires sur la scène internationale.<sup>185</sup> Ainsi, en 2001, en réponse à un journaliste vénézuélien lui demandant le rôle qu'il percevait pour le Venezuela dans le cadre du rapprochement entre la Russie et l'Amérique Latine, Poutine précisait : « Je suis absolument certain que le Venezuela sera en mesure de jouer un rôle très important dans plusieurs domaines clefs du développement du monde moderne. Cela vaut pour la coordination de nos efforts, avec le Venezuela et d'autres pays d'Amérique latine, dans le sens de la création d'un monde multipolaire moderne. [Traduit par l'auteur] »<sup>186</sup>

La conception d'un monde multipolaire semble aussi, a priori, être la même pour les deux États, c'est-à-dire, un monde où coexistent différents pôles possédant des caractéristiques différentes. Dans ce nouvel ordre mondial, les deux présidents précisent, dans leur déclaration officielle, des principes officiels respecter. Ceux-ci sont : la « non-ingérence dans les affaires internes, l'équité et l'égalité souveraine des États, le règlement pacifique des différends, la non-utilisation

<sup>183</sup> CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN », 26 septembre 2011, *venezuelanalysis.com*, <http://venezuelanalysis.com/> consulté le 1 avril 2016

<sup>184</sup> MADURO Nicolas, « 70th Session of the United Nations General Assembly », *General Assembly of the United Nations*, 29 septembre 2015, *loc.cit.*

<sup>185</sup> MID.RU, « Vystouplenie Ministra inostrannykh del Rossii S. V. Lavrova na tseremonii otkritiia vystavki arkhivnykh materialov po sloutchaiou ioubileïnykh dat v diplomaticheskikh otnocheniakh Rossii s riadom stran latinskoï Ameriki i Karibskovo basseïna, Moskva » [Allocution du ministre des affaires étrangères de la Russie S. V. Lavrov lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition de documents d'archives à l'occasion de l'anniversaire des relations diplomatiques entre la Russie et certains pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, Moscou], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 16 avril 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 4 mai 2016

<sup>186</sup> MID.RU, Interview Vladimir Poutine, « Vystouplenie prezidenta Rossii V. V. Putina i otvety na voprosy na sovместnoï press-konferentsii po itogam peregovorov s prezidentom Venessouely U. Tchavessom 14 maïa 2001 goda, Moskva », [Allocution du président de la Russie V. V. Poutine et réponse aux questions à la conférence de presse commune à la suite des négociations avec le président du Venezuela H. Chavez 14 mai 2001, Moscou], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

de la force ou la menace de son application, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États [Traduit par l'auteur] ». <sup>187</sup>

Toutefois, deux modérations doivent être faites quant à leurs rapports au concept de multipolarité. Dans un premier temps, la vision vénézuélienne d'un monde multipolaire semble rentrer de manière générale dans une vision réaliste de gains relatifs et d'opposition aux États-Unis, là où la Russie a un discours mettant plutôt en avant un gain absolu et évitant une opposition directe avec l'Occident.

Dans un second temps et comme nous l'avons évoqué dans la section précédente, la multipolarité, d'après la Russie, doit être encadrée par le multilatéralisme. Cela rejoint la vision Tsygankov et de ce qu'il appelle les « *great power normalizers* », d'après lesquels la Russie chercherait une place sur la scène internationale tout en coopérant avec l'Occident, notamment au sein de ses organisations. <sup>188</sup> D'après le site officiel des affaires étrangères russe, la Russie et le Venezuela ont la même position, c'est-à-dire, la volonté d'une meilleure application du droit international mais surtout un renforcement du rôle central et de coordination des Nations Unies. <sup>189</sup>

Or, si les présidents vénézuéliens sont en faveur du droit international, ils sont très critiques envers l'ONU qu'ils qualifient d'anti-démocratique. <sup>190</sup> Dès lors, les présidents Chavez puis Maduro ont tous deux insisté sur la nécessité de réformer les Nations Unies, et plus précisément le Conseil de Sécurité. Chavez en 2009 disait « *We want to reiterate that it is impossible to ignore the crisis of the UN. Before this same General Assembly we expressed, back in 2005, that the UN model had been exhausted. Back then, we also expressed the urgent need for it to*

<sup>187</sup> MID.RU, « Sovmestoe zaiavlenie prezidentov Rossiskoi Federatsii V. V. Poutina i Bolivarskoï Respublikoi Venessouela U. Tchavez » [Déclaration commune des présidents de la Fédération de Russie V. V. Poutine et de la République bolivarienne du Venezuela H. Chavez], 21 mai 2001, *loc.cit.*

<sup>188</sup> TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *op.cit.*, p. 156.

<sup>189</sup> MID.RU, Voyez notamment : « Vystouplenie i otvety na voprosy SMI Ministra inostrannykh del S.V. Lavrova v khode sovmestnoi press-konferentsii po itogam peregovorov s Ministrom inostrannykh del Venessouely D. Rodrigues, Moskva, 27 maia 2015 goda » [Allocution et réponse aux questions des médias par le ministre des Affaires étrangères S. V. Lavrov à la conférence de presse conjointe à l'issue des négociations avec le ministre des Affaires étrangères du Venezuela D. Rodrigues, Moscou 27 mai 2015], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 27 mai 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

« Interviiu ofitsialnovo predstavitelia MID Rossii A.K. Loukachevitcha informagentstvou « Rossiia cevodnia » v sviasi s visitom v Rossiou Ministra inostrannykh del Venessouely R. Ramiressa » [Interview du représentant officiel du ministère des affaires étrangères de Russie A. K. Loukachevitch par l'agence d'information « Russie aujourd'hui » en lien avec la visite en Russie du ministre des Affaires étrangères du Venezuela R. Ramirez] *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 7 octobre 2014, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

<sup>190</sup> CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN », 26 septembre 2011, *loc.cit.*

*be rebuilt. The UN does not accept any reform whatsoever; the illness at its core is deadly.* »<sup>191</sup>  
 Si le Venezuela ne s'oppose pas complètement aux Nations Unies, il demande toutefois une réforme de celles-ci, notamment un remodelage du CSNU et un terme à l'existence de membres permanents.<sup>192</sup> Enfin, même si la Russie dit soutenir une réforme du Conseil de Sécurité au travers d'une extension à des pays comme ceux du BRICS, la remise en question du veto ainsi que du rôle des membres permanents ne seraient pas d'actualité pour la puissance russe.<sup>193</sup>

Dans ce cadre, ce ne seraient pas les gains absolus mais relatifs de Moscou qui se retrouveraient en opposition avec le Venezuela. Si la coopération prévaut pour une grande majorité de leurs programmes, la Russie en perdant son veto, comme le voudrait le Venezuela, perdrait en gain relatif. Pourtant, une meilleure représentation des États, selon la théorie libérale, pourrait amener une meilleure coopération et donc un gain absolu pour tous – ou *win win situation*. Cela reste toutefois cohérent avec la théorie libérale et plus particulièrement celle de l'auteur Keohane qui conçoit bien que pour les questions relatives à la sécurité, les États continueront à faire valoir leurs gains relatifs au détriment des gains absolus.<sup>194</sup>

#### 2.2.4. La Russie, le Venezuela et les organisations internationales

Après avoir mis en avant les bases de la coopération russo-vénézuélienne dans une optique libérale, nous pouvons nous pencher sur leur coopération, d'abord au niveau régional puis au niveau international.

##### 2.2.4.1. La Russie et les organisations régionales d'Amérique Latine , le cas de l'ALBA

L'alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique a été fondée par Hugo Chavez en 2004, suite à sa rencontre avec Fidel Castro. Elle est définie comme une « *political, economic, and social alliance in defense of independence, self-determination and the identity of peoples comprising it* ». Celle-ci comprend onze pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette organisation est basée sur les idées d'intégration régionale de Simon Bolivar. Elle souligne aussi l'importance de l'indépendance du continent après avoir été gouverné par des

<sup>191</sup> CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN », 26 septembre 2011, *loc.cit.*

<sup>192</sup> *Ibidem.*, « *A crucial first step in rebuilding the United Nations would be to eliminate the category of permanent members and veto power within the Security Council* »

<sup>193</sup> Pour la position de la Russie quant à une réforme du Conseil de Sécurité en 2014 : « Les prérogatives des membres permanents actuels, y compris le droit de veto, ne sont pas sujettes à révision. » sur « O pozitsii Rossii na 69-ï sessii Generalnoï Assemblei OON » [Sur la position de la Russie à la 69<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale de l'ONU], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016.

<sup>194</sup> KEOHANE Robert O., « International institutions : Can interdependence work ? », *op.cit.*, p. 82

acteurs externes.<sup>195</sup> En effet, celle-ci s'est créée en réponse aux échecs de l'application d'un modèle néo-libéral en Amérique Latine et dès lors, l'ALBA a été fondée dans l'esprit de la montée des partis de gauches et des mouvements sociaux.<sup>196</sup> Elle représenterait donc une alternative au modèle proposé par l'Occident et est dès lors particulièrement intéressante à considérer dans le cadre de ce travail. Avec une rhétorique d'opposition aux États-Unis et d'ouverture aux autres pays du monde et plus particulièrement aux pays présentant des régimes éloignés des modèles occidentaux,<sup>197</sup> elle rentre typiquement dans le schéma de création d'un pôle alternatif et son interaction avec la Russie prend toute son importance.

La Russie est déjà pays observateur de cette organisation mais il est prévu d'aller plus loin et de signer un arrangement sur le pétrole notamment, avec les différents pays de l'alliance. Comme le rappelle en 2010 Chavez, « *We want the whole alliance to sign an agreement [avec la Russie] in order to ensure a balance in the world and the creation of a multipolar world* ». <sup>198</sup>

En 2014, suite à une question relative aux relations entre la Russie, l'ALBA, l'UNASUR et la CELAC, Poutine précisait: « *We are interested in strong, economically stable and politically independent, united Latin America that is becoming an important part of the emerging polycentric world order* ». <sup>199</sup>

La coopération entre la Russie et ces alliances à portée régionale entrerait dans l'acception classique de la création d'un monde multipolaire avec des pôles de puissance en interaction. De plus, les valeurs alternatives aux valeurs néolibérales rejoindraient des auteurs tel que Charles Kupchan qui affirme que chaque pôle présente une vision alternative à l'ordre proposé par les États-Unis.<sup>200</sup> La coopération, ne serait-ce que symbolique, entre les deux acteurs rentrerait bien dans une volonté d'implémenter un nouvel ordre mondial multipolaire.

---

<sup>195</sup> ALBA INFO, « What is the ALBA ? », *ALBA INFO Information on the Bolivarian Alliance*, <http://albainfo.org/what-is-the-alba/> consulté le 4 avril 2016

<sup>196</sup> *Ibidem*.

<sup>197</sup> KOURLIANDSKY Jean-Jacques, sous la direction de SANTANDER Sebastian, « ALBA, organisation interaméricaine ou vénézuélienne ? », *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012, pp. 37-38

<sup>198</sup> MEDVEDEV Dmitri, « Statement by Dmitry Medvedev on the situation in Libya », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 21 mars 2011, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 1 avril 2016

<sup>199</sup> PUTIN Vladimir, « Interview to Prensa Latina and ITAR-TASS », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 11 juillet 2014 <http://en.kremlin.ru/> consulté le 5 avril 2016

<sup>200</sup> KUPCHAN Charles, « Diversity wins », *loc.cit.*



#### 2.2.4.2. La Russie et le Venezuela, coopération au sein des organisations internationales

Dans ses trois concepts consécutifs de politique étrangère, la Russie rappelle l'importance de la coopération avec l'Amérique Latine et tout particulièrement au sein des organisations internationales.<sup>201</sup> Ainsi, que ce soit à l'Organisation Mondiale du Commerce, notamment avec le soutien vénézuélien à l'obtention pour la Russie du statut de membre,<sup>202</sup> ou encore au sein de Nations Unies, les deux États travaillent de concert. La Russie, en siégeant au Conseil de sécurité, a souvent fait naturellement entendre la voix du Venezuela. En effet, sans se concerter, ces deux pays présentent des politiques étrangères similaires et leurs opinions sur les dossiers congruent souvent spontanément.

Par conséquent, que ce soit sur le dossier irakien en 2003, sur la question du nucléaire iranien ou encore l'éventualité d'une intervention en Syrie, les deux pays ont les mêmes positions basées sur les idées constantes de non-intervention et de souveraineté. La question du dossier libyen est, quant à elle, plus complexe ; si les deux pays regrettent la violation de la « *no-fly zone* », Caracas s'était opposé à une intervention en Libye quelle qu'elle soit. Or la Russie sous la présidence de Medvedev, avait déclaré en 2011 : « *Russia did not use its power of veto for the simple reason that I do not consider the resolution in question wrong* ». <sup>203</sup> Elle ne se positionne donc pas en opposition avec l'intervention de type R2P mais s'oppose bien à ce que celle-ci soit utilisée dans une optique de « *regime change* ». Ce désaccord, bien que minime, avait été subtilement rappelé par Chavez en 2011 quand il abordait la possibilité d'une intervention en Syrie : « *And the same imperialist pattern is being repeated regarding Syria. If some permanent members of the Security Council had not taken the firm stance that was missing in the case of Libya, it would have authorized shooting missiles and bombs in Syria.* » <sup>204</sup> Malgré ce désaccord les positions russes et vénézuéliennes sont en adéquation sur la quasi-totalité des dossiers internationaux les plus importants.

De plus, depuis 2015 et jusqu'en 2017, le Venezuela siège lui aussi au Conseil de Sécurité comme membre non-permanent. Dans ce cadre, les deux États se sont consultés et ont

<sup>201</sup> MID.RU, « The Foreign Policy Concept of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 juin 2000, 12 juillet 2008 et 18 février 2013, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015

<sup>202</sup> MID.RU, « Sovmestoe zaiavlenie prezidentov Rossiskoi Federatsii V. V. Putina i Bolivarskoï Respublikoi Venessouela U. Tchavez » [Déclaration commune des présidents de la Fédération de Russie V. V. Poutine et de la République bolivarienne du Venezuela H. Chavez], 21 mai 2001, *loc.cit.*

<sup>203</sup> MEDVEDEV Dmitri, « Press statement following Russian-Venezuelan talks », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 15 octobre 2010, *loc.cit.*

<sup>204</sup> CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN », 26 septembre 2011, *loc.cit.*

mis en place un plan de coordination des positions entre les ministères d'affaires étrangères respectifs pour la période donnée.<sup>205</sup> Remarquons qu'avant cela, il existait déjà une coordination des deux États dans le cadre de l'Assemblée Générale pour de nombreux dossiers, notamment sur les dossiers relatifs à la coopération dans le domaine de la sécurité ainsi que sur la menace de la « glorification du nazisme ». Les deux États coordonnent aussi leur coopération dans le cadre du Conseil des droits de l'Homme.<sup>206</sup>

Si Moscou et Caracas prétendent avoir la même cohérence dans leurs politiques étrangères, due à l'importance de principes tels que la souveraineté et la non-ingérence, certains dossiers peuvent poser questions. Les positions vénézuéliennes quant au rattachement de la Crimée à la Russie ou encore l'intervention russe en Géorgie en 2008 sont en faveur de Moscou. Ces interventions russes sont souvent considérées comme une ingérence dans les affaires internes de ces deux pays souverains même si Moscou qualifie notamment son intervention en Géorgie de R2P.<sup>207</sup> Pourtant pour ce qui est de l'Ukraine, Nicolas Maduro a dénoncé la position hypocrite des élites occidentales qui reconnaissent le Kosovo mais s'opposent au rattachement de la Crimée, situations qu'il considère comme similaires.<sup>208</sup> Néanmoins le Venezuela a reconnu le rattachement de la Crimée mais pas l'indépendance du Kosovo. Les principes de non-ingérence et de souveraineté semblent donc être parfois malléables pour permettre de maintenir de bonnes relations ou, pour ce qui est de la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, un prêt pour l'achat d'armes russes.<sup>209</sup>

L'écart entre les principes mis en avant par la Russie lors de ses discours et ses politiques d'ingérence montre les limites de l'approche libérale. En effet, il semblerait que face à ce que la Russie considère comme une menace, à savoir le rapprochement de l'OTAN et de la Géorgie, puis de l'Ukraine et de l'Union Européenne, ce soient les interventions militaires qui prévalent.

---

<sup>205</sup> MID.RU, « Vystouplenie i otvety na voprosy SMI Ministra inostrannykh del S.V. Lavrova v khode sovместnoï press-konferentsii po itogam peregovorov s Ministrom inostrannykh del Venessouely D. Rodrigues, Moskva, 27 maia 2015 goda » [Allocution et réponses aux questions des médias par le ministre des Affaires étrangères S. V. Lavrov à la conférence de presse conjointe à l'issue des négociations avec le ministre des Affaires étrangères du Venezuela D. Rodrigues, Moscou 27 mai 2015], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 27 mai 2015 <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

<sup>206</sup> MID.RU, « Vystouplenie i otvety na voprosy SMI Ministra inostrannykh del S.V. Lavrova v khode sovместnoï press-konferentsii po itogam peregovorov s Ministrom inostrannykh del Venessouely D. Rodrigues, Moskva, 27 maia 2015 goda », *op.cit.*

<sup>207</sup> INTERNATIONAL CRISIS GROUP 2008, « Russia vs. Georgia : The fallout », Europe Report 195, 22 août 2008, p. 28

<sup>208</sup> RT.COM, « Nicolas Maduro : Ukrainian crisis is response to US and EU anti-Russian policy », *RT news*, 19 mars 2014 <https://www.rt.com/news/venezuela-maduro-ukraine-crisis-921/> consulté le 14 avril 2016

<sup>209</sup> EURASIANET.ORG, « Chavez recognizes South Ossetia, Abkhazia as independent », *EurasiaNet*, 9 septembre 2009, <http://www.eurasianet.org/departments/insightb/articles/pp091009.shtml> consulté le 4 avril 2016

Dès lors, la Russie veillera principalement à fortifier sa position de puissance internationale mais aussi régionale au détriment de la coopération et du respect du droit international.

#### 2.2.5. Conclusion : new world order, multipolarisme et positionnement du pôle

Dans de cette section nous appréhendons la politique étrangère russe envers le Venezuela au travers d'une théorie libérale. Dans ce cadre, nous considérons l'hypothèse d'une relation entre les deux États basée sur la volonté de créer un nouvel ordre mondial. Nous identifions avant tout les concepts de multipolarité et multilatéralité comme bases de ce nouvel ordre et les principes tels que la non-ingérence et la souveraineté comme base de leurs coopérations au sein des organisations internationales.

Dans un premier temps, le concept de multipolarité est régulièrement mis en avant par les deux États afin d'expliquer leurs bonnes relations et leurs positions communes sur la scène internationale. Si dans les discours, l'aspect réaliste ressort plus chez le Venezuela, cela n'empêche pas une compréhension globale commune du concept. Pourtant, un point d'achoppement pourrait se trouver dans le rapport au multilatéralisme. Bien que Caracas se soit positionné en faveur d'un meilleur respect du droit international ainsi qu'un renforcement de l'Assemblée Générale de l'ONU, le rôle du CSNU semble rester plus problématique.

De manière générale et comme avancé par Ikenberry, un équilibre sur la scène internationale, au travers de la multipolarité, semble bien être considéré par les deux États comme les prémices d'un ordre mondial basé sur le droit et les institutions internationales.

Dans un second temps, outre cette divergence, les deux États semblent s'accorder sur l'importance des principes de souveraineté, de non-ingérence et de règlements pacifiques des différends. Ceux-ci sont considérés comme essentiels dans les relations internationales et leur permettent d'être en accord sur de multiples dossiers. Le Venezuela et la Russie travaillent donc généralement de concert aux Nations unies. Pourtant d'après la Russie, ces principes peuvent être mis de côté au profit d'une intervention dans les affaires internes d'un État si celle-ci est encadrée par le droit international.

De plus, les interventions russes dans son voisinage ou encore la volonté de garder son droit de veto, au détriment des valeurs mises en avant dans ses discours, peuvent rappeler que quand il est question de sécurité et de puissance, le réalisme est d'usage pour assurer à la Russie sa position de pôle dans un monde multipolaire.

En conclusion, si les deux États tendent bien à coopérer sur la scène internationale selon une logique de gains absolus grâce notamment à la mise en avant de valeurs, il n'en reste pas moins que l'approche libérale semble plus limitée que l'approche réaliste pour comprendre la politique étrangère russe. En effet, bien que la coopération soit possible, non seulement avec le Venezuela mais aussi avec les États-Unis, la présence d'une menace envers la puissance russe renverrait automatiquement Moscou à des stratégies de type réaliste, négligeant donc les principes mis en avant lors de ses discours.

### 3. Conclusion

*Russia's foreign policy is transparent, predictable and pragmatic. It is consistent and continuous and reflects the unique role our country has been playing over centuries as a counterbalance in international affairs and the development of global civilization*

The Foreign Policy Concept of the Russian Federation, 2013

La politique étrangère du Kremlin est souvent considérée par les officiels occidentaux comme assertive voir provocante alors qu'elle est présentée par les officiels russes comme juste et pragmatique. Avec ce mémoire nous avons tenté d'appréhender ces deux visions au travers d'un cas particulier, à savoir celui du rapprochement au Venezuela. Après un rappel historique et un bref état des théories nous sommes entrés dans l'analyse de ce rapprochement.

Le rapprochement russe à l'égard du Venezuela a en effet permis de mettre en avant deux aspects, a priori antagonistes, de la politique étrangère russe. Dans un premier temps, avec un discours vénézuélien fortement opposé aux États-Unis, le rapprochement a été vu par beaucoup d'auteurs dans une optique réaliste d'alliance pour contrebalancer une puissance internationale. Ainsi, nous avons pu observer l'existence d'une coopération militaire accrue mais aussi d'un sentiment d'insécurité chez les deux acteurs face à la puissance américaine. L'augmentation de puissance a bien transparu dans leurs rapports et l'existence de situations dans lesquelles la Russie a fait valoir son intérêt au détriment du Venezuela a d'autant plus renforcé l'aspect réaliste de leurs relations et de facto de la politique étrangère du Kremlin.

Dans un second temps, avec une approche libérale, bien moins revendiquée dans la littérature relative à ce rapprochement, il a semblé clair que les valeurs mais aussi l'idée d'un équilibre nécessaire sur la scène internationale faisaient partie des raisons de leur rapprochement. Dès lors, leur coopération au sein des organisations régionales et internationales a pu être mise en avant pour comprendre les grands principes qui régissent leurs décisions. La souveraineté, la non-ingérence ou encore la non utilisation de la force ont permis de comprendre leur coopération. Pourtant, le multilatéralisme ne semble pas prendre la même importance pour les deux acteurs et l'ambivalence vénézuélienne tendra d'autant plus à accentuer l'attachement de la Russie pour ce concept.

Cependant et au vu de ce qui a été éclairé par ce travail, il semblerait que la nécessité pour la Russie de se maintenir comme pôle de puissance au détriment d'autres considérations rende les limites de l'approche libérale plus saillantes. La Russie préférera maintenir son pouvoir de veto au CSNU ou encore intervenir dans son voisinage proche pour assurer sa position de leader régional et de puissance internationale plutôt que de s'en tenir aux principes de non-ingérence et d'égalité souveraine des États affirmés dans ses discours. La théorie réaliste semble donc être plus appropriée pour expliquer la politique étrangère russe même si la théorie libérale reste importante pour comprendre une autre facette de la politique du Kremlin.

Les deux théories semblent aussi présenter leurs limites dans leurs rapports réciproques. La théorie réaliste en négligeant le poids des valeurs là où la théorie libérale tend à délaissier l'importance du rapport de puissance. De la même façon, les auteurs scientifiques traitant le sujet tendent parfois eux aussi à se limiter à une seule approche, négligeant ainsi un pan explicatif du rapprochement russo-vénézuélien et de facto de la politique étrangère russe.

De plus, il est important de rappeler que les deux approches considérées dans ce travail ne sont pas exhaustives et d'autres théories auraient pu apporter un éclairage particulier à ce rapprochement. Ainsi une approche constructiviste ou encore une méthode plus proche des théories économiques pourraient amener à appréhender un nouvel aspect de la politique étrangère russe.

Néanmoins, il est bien clair que l'utilisation de deux théories, et donc de deux sous-sections distinctes, a parfois empêché d'entrer en profondeur dans l'une ou l'autre interprétation. De surcroît, considérant l'originalité quant à la forme de ce mémoire, les théories ont été gardées à leurs niveaux basiques pour éviter d'ajouter en complexité à un travail qui se voulait déjà ambitieux.

Considérons finalement l'idée de Jean-Frédéric Morin, selon laquelle l'interprétation de la politique étrangère au travers d'une théorie relève bien d'une « fiction méthodologique » qui n'éclaire seulement qu'une partie de la vérité en posant un postulat prédéfini. Dans le travail présent, il en résulterait que tant l'approche réaliste que l'approche libérale, ont éclairé une partie seulement d'un processus complexe. Nous soutenons que pour appréhender la politique étrangère russe il est nécessaire d'avoir recours à deux interprétations : l'interprétation réaliste met en lumière la volonté de création d'un pôle sur la scène internationale et cela au travers de l'augmentation de puissance. Là où l'interprétation libérale nous éclairerait sur le positionnement de ce pôle sur une nouvelle scène internationale qui se voudrait équilibrée.

## Bibliographie

### Ouvrages scientifiques

- ATTAR Frank, *Dictionnaire des relations internationales : de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, janvier 2009
- BATTISTELLA Dario, *Relations Internationales : bilan et perspectives*, Paris, Éditions Marketing S.A., 2013
- BALDWIN David A., *Neorealism and Neoliberalism : The Contemporary Debate*, New York : Columbia University Press, 1993
- BAYLIS John, SMITH Steve, OWENS Patricia, *The globalization of world politics : an introduction to international relations*, Oxford, Oxford University Press, sixième édition, 2014
- BLASIER Cole, *The Giant's Rival : The USSR and Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, édition révisée, 1987
- CHARILLON Frédéric, *Politique étrangère : Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002
- CHAVEZ Hugo, *Discours d'investiture devant le Congrès vénézuélien*, Caracas, Éditions de la présidence de la République, 1999
- DESCHENES Dany et PAQUIN Stéphane, *Introduction aux relations internationales. Théories, pratiques et enjeux*, Montréal, Chenelière éducation, 2009, pg 14-21
- DUNNE Tim, HADFIELD Amelia et SMITH Steve, *Foreign Policy : Theories, Actors, Cases*, Oxford, Oxford University press, 5<sup>ème</sup> édition, 2012
- DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri, *Russia : The Challenges of Transformation*, New York, New York University Press, 2011
- GVOSDEV Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors and Sectors*, Californie, CQ Press, Septembre 2013
- LESAGE Dries et VERCAUTEREN Pierre, *Contemporary Global Governance, Multipolarity vs New Discourses on Global Governance*, Bruxelles, Éditions scientifiques internationales, 2009
- LO Bobo, *Russia and the new world disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015
- MORGENTHAU Hans, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw-Hill Publishing Company, 6<sup>ème</sup> édition, 1985

- MORIN Jean-Féréderic, *La politique étrangère, Théories, Méthodes et Références*, Paris, Armand Colin, coll. « science politique », 2013
- MURRAY Donette et BROWN David, *Multipolarity in the 21st century : a new world order*, Londres, Routledge, coll. « Contemporary Studies », 2012
- OLIKER Olga, CANE Keith, SCHWARTZ Lowell H., YUSUPOV Catherine, *Russian Foreign Policy : Sources and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 2009
- SANTANDER Sebastian, *L'émergence de nouvelles puissances vers un système multipolaire ?*, Paris, Ellipses Éditions Marketing, 2009
- SANTANDER Sebastian, *Relations Internationales et régionalisme : Entre dynamiques internes et projections mondiales*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2012
- TELO Mario, *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, éditions de l'université de Bruxelles, troisième édition revue et augmentée, 2013

#### Articles scientifiques

- ABTOUR Georges-Henri, « L'URSS et l'Amérique latine pendant la guerre froide », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354, 2007
- BETHEL Scott A., « Vladimir Vladimorovitch Putin and Russian foreign policy for the new millenium : a new approach 2001-2002 », *Air University Maxwell Air Force Base*, mai 2002
- BLANK Stephen, « La Russie et l'Amérique Latine : manœuvres géopolitique dans le voisinage des États-Unis », *Centre Russie/NEI*, avril 2009
- BLANK Stephen, « Russia's second wind in Latin America », *Center for Hemispheric policy*, 2001
- BURLYAI Jan, « Russia's Latin American Tango », *International Affairs*, vol. 53, n°3, 2007
- CHAUPRADE Aymeric, « La Russie, obstacle majeur sur la route de « l'Amérique-monde » », *Géostratégiques*, n°24, 2009
- COHEN Ariel et WALSER Ray, « The Russia – Venezuela Axis : Using Energy for Geopolitical Advantage », *WebMemo, (Washington, DC : Heritage Foundation)*, n°2000, 2008
- GRIECO Joseph M., « Anarchy and the limits of cooperation a realist critique of the newest liberal institutionalism », *International Organization*, vol. 42, 1988
- HERZ John H., « Idealist internationalism and the security dilemma », *World Politics*, volume 2, janvier 1950, pp. 157-180



- IKENBERRY John G., « Liberal Internationalism 3.0 : America and the Dilemmas of Liberal World Order », *Perspectives on Politics*, vol. 7, n°1, mars 2009
- KATZ Mark N., « the Putin-Chavez partnership », *Problem of Post-Communism*, vol. 53, n°4, juillet-août 2006
- KEOHANE Robert O., « International institutions : Can interdependence work ? », *Foreign Policy*, édition spéciale : spring of knowledge, n° 120, Printemps 1998
- KEOHANE Robert O., « Multilateralism : an agenda for research », *International Journal*, vol. XLV, n°4, pp 731-764
- KOLDUNOVA Ekaterina, « Russia as a Euro-Pacific power : Dilemmas of Russian foreign policy decision-making », *International Relations*, vol 29, n°3, 2015
- KUPCHAN Charles, « Diversity wins », *Russia in Global Affairs*, n°4, 2011
- KUROWSKA Xymena, « Multipolarity as resistance to liberal norms : Russia's position on responsibility to protect », *Conflict, Security & Development*, vol. 14, n°4
- LAVROV Sergey, « Russia's foreign policy in a historical perspective », *Russia in Global Affairs*, n°2, 30 mars 2016.
- LUKYANOV Fyodor, « Will Russia integrate into the Western world, post-sanctions ? », *Russia in Global Affairs*, 14 juin 2016
- LUZZANI Telma, « Another History (Story) of Latin America », *Russia in Global Affairs*, 12 novembre 2015
- LYNCH Allen C., « The influence of regime type on Russian foreign policy toward « the West, » 1992-2015 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 49, n°1, mars 2016
- MAKARYCHEV Andrey et MOROZOV Viatcheslav, « Multilateralism, Multipolarity, and Beyond : A Menu of Russia's Policy Strategies », *Global Governance*, vol. 17, 2011
- MOWLE Thomas S., « Worldviews in Foreign Policy : Realism, Liberalism, and External Conflict », *International Society of Political Psychology*, vol. 24, n°3, 2003
- PANIEV Yuri, « Russia turning on Latin America », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, vol.1, n°1, janvier - juin 2012
- PERIKSON Daniel P., « Requiem for the Monroe Doctrine », *Current History*, vol. 107, n°706, février 2008
- PUSHKOV Alexei, « Letters to the Editor : Building NATO at Russia's Expense », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 1, janvier- février 1994
- SALTZMAN Ilai, « Russian Grand Strategy and the United States in the 21st Century », *Orbis*, vol. 56, n°4, Automne 2012

- SANCHEZ Alejandro W., « Geosecurity 101 : Washington and Moscow's military bases in Latin America », *Council On Hemispheric Affairs Policy Memo*, 6 mai 2014
- SANCHEZ Alejandro W., « Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century », *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 8, n°4, décembre 2010
- SIMES Dimitri K., « Losing Russia, The Costs of Renewed Confrontation », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 6, novembre/ décembre 2007
- SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *Outre-Terre*, vol. 1, n°18, 2007
- SITENKO Alexandra, « Latin American vector in Russia's Foreign Policy : Identities and interests in the Russian-Venezuelan Partnership », disponible sur academia.edu consulté le 4 juin 2016
- TRENIN Dmitri, « Russia redefines itself and its relations with the West », *the Washington Quarterly*, vol. 30, n°2
- TSYGANKOV Andrei P., « New challenges for Putin's Foreign Policy », *Orbis*, vol. 50, n°1, hiver 2006
- WALT Stephen M., « Alliance formation and the balance of world power », *International security*, vol. 9, n°4, printemps 1985
- WILSON Dominic et PURUSHOTHAMAN Roopa, « Dreaming With BRIC's : The Path to 2050 », *Goldman Sachs Global Economic Paper*, n°99, 2003
- WOLFERS Arnold, « The pole of power and the pole of indifference », *World Politics*, vol 4, octobre 1951
- YAKOVLEV Petr, « Rossiia i Latinskaia Amerika na traektorii vasimnogo sbljieniia » [Russia and Latin America on the Path of Mutual Approach], *Perspectives and Prospects E-journal*, n°1, janvier – mars, 2015

#### Sites internet

- ALBA INFO, « What is the ALBA ? », *ALBA INFO Information on the Bolivarian Alliance*, <http://albainfo.org/what-is-the-alba/> consulté le 4 avril 2016
- BLENCKER Stephanie, « World military spending resumes upward course, says SIPRI », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, 5 avril 2016, <https://www.sipri.org/media/press-release/> consulté le 2 juin 2016
- BOWLER Tim, « Falling oil prices : Who are the winners and losers ? », *BBC news*, 19 janvier 2015 <http://www.bbc.com/> consulté le 22 juin 2016
- CHAVEZ Hugo, « Statement by H.E. Hugo Chavez Frias, President of the Bolivarian Republic of Venezuela, at the 61st United Nations General Assembly », *United Nations*,

20 septembre 2006, <http://www.un.org/webcast/ga/61/gastatement20.shtml> consulté le 14 avril 2016

- CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN », *venezuelanalysis.co* , 26 septembre 2011, <http://venezuelanalysis.com/> consulté le 14 avril 2016
- CHAVEZ Hugo, « Venezuelan President's Speech on Climate Change in Copenhagen », *venezuelanalysis.com*, 17 décembre 2009, <http://venezuelanalysis.com/> consulté le 12 mai 2016
- COHA, « Russia Turns to the South for Military and Economic Alliances », *COHA, Council on Hemispheric Affairs*, 8 mai 2012, <http://www.coha.org/russia-turns-to-the-south-for-military-and-economic-alliances/> consulté le 22 juin 2016
- EURASIA.NET, « Chavez recognizes South Ossetia, Abkhazia as independent », *EurasiaNet*, 9 septembre 2009, <http://www.eurasianet.org/departments/insightb/articles/pp091009.shtml> consulté le 4 avril 2016
- GHOSH Palash, « Chavez Promotes Latin American Unity at Caracas Conference : Reduction of U.S. Influence », *International Business Times*, 12 avril 2011, <http://www.ibtimes.com/> consulté le 13 avril 2016
- GLOBALSECURITY.ORG, « Defense Industry », *GlobalSecurity.org*, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/venezuela/index.html> consulté le 10 mai 2016
- HARAU Juliette, « États vidés, coupures d'électricité, pillages : pourquoi le Venezuela traverse une crise majeure », *Le Monde*, 6 mai 2016, mis à jour le 18 mai 2016 <http://www.lemonde.fr/> consulté le 27 juillet 2016
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP 2008, « Russia vs. Georgia : The fallout », *Europe Report* 195, 22 août 2008 [http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/195\\_russia\\_vs\\_georgia\\_the\\_fallout.ashx](http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/195_russia_vs_georgia_the_fallout.ashx) Consulté le 20 juillet 2016
- ITAR-TASS, « Lawmaker blames Baltic countries, Romania, Poland, US, UK for Russia-NATO confrontation », *Itar-Tass Russian News Agency*, 24 mai 2016, <http://tass.ru/en/politics/877866> consulté le 22 juin 2016
- ITAR-TASS, « No Russian military bases to appear in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, 17 mai 2014, <http://tass.ru/en/russia/732003> consulté le 10 mai 2016
- ITAR-TASS, « Russia, Venezuela successfully develop military cooperation – defense minister Shoigu », *Itar-Tass Russian News Agency*, 12 février 2015, <http://tass.ru/en/russia/777092> consulté le 28 mai 2016
- ITAR-TASS, « Russian weaponry selling best in Latin America », *Itar-Tass Russian News Agency*, le 30 mars 2016 <http://tass.ru/en/defense/866023> consulté le 22 juin 2016.

- KENNEDY Simon et FOLLAIN John, « Saudi Arabia, Russia is to Freeze Oil Output Near Record Levels », *Bloomberg*, 16 février 2016, <http://www.bloomberg.com/> consulté le 22 juin
- LA BANQUE MONDIALE, « Military expenditure (% of GDP) », *La Banque mondiale*, <http://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS> consulté le 15 avril 2016
- LAWS OF RUSSIA. « Dogovor o droujbe i sotroudnitchestve mejdou Rossiskoe Federatsii i Respublikoi Venessouela » [Accord sur l'amitié et la coopération entre la Fédération de Russie et la République du Venezuela], 24 mars 1996, [https://www.lawrussia.ru/texts/legal\\_913/doc913a500x350.htm](https://www.lawrussia.ru/texts/legal_913/doc913a500x350.htm) consulté le 12 février 2016
- LENTA.RU, « Putin nazval operatsiou v Livii bessovetnym krectovym pokhodom » [Poutine qualifie les opérations en Libye de croisades malhonnêtes], *Agence de presse Lenta*, 21 mars 2011 <http://lenta.ru/news/2011/03/21/criticize/> consulté le 30 mars 2016
- MADURO Nicolas, « 70th Session of the United Nations General Assembly », *General Assembly of the United Nations*, 29 septembre 2015, <http://gadebate.un.org/70/venezuela-bolivarian-republic>, consulté le 13 mai 2016
- MCINTYRE Jamie et URE Laurie, CNN, « Expert : Russia – Venezuela military exercises reaction to U.S. moves », *CNN news*, 25 septembre 200\_, <http://edition.cnn.com/>, consulté le 10 mai 2016
- MAXIE Jeremy, « Russia's Bullish Bet on Oil Freeze », *Forbes Magazine*, 11 avril 2016, <http://www.forbes.com/> consulté le 22 juin 2016
- NATIONS UNIES, « UN arms register of conventional weapon », *UN register*, <http://www.un-register.org/> consulté le 15 avril 2016
- NATIONS UNIES, « International Trade in Goods on UN comtrade data », *UN comtrade*, <http://comtrade.un.org/> consulté 21 avril 2016
- NATIONS UNIES, « La Charte des Nations Unies », *Nations Unies*, <http://www.un.org/fr/charter-united-nations/> consulté le 15 avril 2016
- NATIONS UNIES, « The Global Reported Arms Trade », *The UN Register of Conventional Arms*, <http://www.un-register.org/> consulté le 15 avril 2016
- NEFTGAZ.RU, « Russia Oil Exports : results of the decade », *Neftegaz.ru*, 4 février 2003, <http://neftgaz.ru/en/> consulté le 30 mars 2016
- OBAMA Barack, « Executive Order – Blocking Property and Suspending Entry of Certain Persons Contributing to the Situation in Venezuela », *The White House*, 9 mars 2015, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 13 avril 2016

- OBAMA Barack, « Letter- Continuation of the National Emergency with Respect to Venezuela », *the White House*, 4 mars 2016, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 10 mai 2016
- OSBORN Andrew, « From Russia with love : why the Kremlin backs Trump », *Reuters*, 21 mars 2016, <http://mobile.reuters.com/> consulté le 22 avril 2016
- PUSHKOV Alexei et MALASHENKO Alexey, « Putin, Obama Eye New Agenda », *Carnegie endowment for international peace*, 10 novembre 2012, <http://carnegie.ru/> consulté le 22 avril 2016
- RAMANI Samuel, « Yevgeny Primakov – The Ideological Godfather of Putinism », *The Huffington post*, 15 juillet 2015, <http://www.huffingtonpost.com/> consulté le 31 mars 2016
- RAMIRO Sebastian Funez, « Russia’s military power in Latin America », *Quarterly Americas*, 11 mars 2014, <http://www.americasquarterly.org/> consulté le 9 mai 2016
- RT NEWS, « Nicolas Maduro : Ukrainian crisis is response to US and EU anti-Russian policy », *RT news*, 19 mars 2014 <https://www.rt.com/news/venezuela-maduro-ukraine-crisis-921/> consulté le 14 avril 2016
- THE WHITE HOUSE, « Press Birefing by Press Secretary Josh Earnest, 2/20/2015 », *The White House*, 20 février 2015, <https://www.whitehouse.gov/> consulté le 10 mai 2016
- TRADING ECONOMICS, « Russia GPD Growth Rate », *Trading Economics*, <http://www.tradingeconomics.com/russia/gdp-growth> consulté le 30 mars 2016
- SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, <http://www.sipri.org/> consulté en avril - mai 2016
- SIPRI, « Trade Registers », *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, <http://www.sipri.org/> consulté en avril - mai 2016
- SPUTKINK, « The deployment of Russian military bases in Venezuela is not under discussion because the contry’s constitution does not stipulate it », *Sputnik International*, 15 décembre 2015, <http://sputniknews.com/latam/20151215/1031774532/russia-venezuela-bases.html> consulté le 17 avril 2016
- U.S. DEPARTMENT OF STATE, « U.S. relations with Venezuela », *U.S. Department of state, Diplomacy in action*, 20 juillet 2015 <http://www.state.gov/> consulté le 19 avril 2016
- VON BERGEN Franz, « Venezuela’s socialist president praises Bernie Sanders ‘revolutionary’ message », *Fox News Latinon*, 10 mars 2016, <http://latino.foxnews.com/> consulté le 22 avril 2016

- WADE Terry et PERSONS Claudia, « Chavez now smells hope at U.N. after Bush sulphur », *Reuters*, 25 septembre 2009, <http://internal.uk.mobile.reuters.com/> consulté le 16 avril 2016
- WILPER Gregory, « The Economics, Culture, and Politics of Oil in Venezuela », *venezuelanalysis.com*, 30 août 2003, <http://venezuelanalysis.com/analysis/74> consulté le 22 juin

#### Kremlin.ru : Official Internet Resources of the President of Russia

- MEDVEDEV Dmitri, « Press statement following Russian-Venezuelan talks », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 15 octobre 2010 <http://en.kremlin.ru/> consulté le 16 mar 2016
- MEDVEDEV Dmitri, « Statement by Dmitry Medvedev on the situation in Libya », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 21 mars 2011, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 1 avril 2016
- PUTIN Vladimir, « Interview to Prensa Latina and ITAR-TASS », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 11 juillet 2014, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 5 avril 2016
- PUTIN Vladimir, « Meeting of the Valdai International Discussion Club », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 24 octobre 2014, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 20 avril 2016
- PUTIN Vladimir, « Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 10 février 2007, <http://en.kremlin.ru/> consulté 20 avril 2016
- « 70th session of the UN General Assembly », *Official Internet Resources of the President of Russia*, 29 septembre 2015, <http://en.kremlin.ru/> consulté le 26 juin 2016

#### Mid.ru : Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

- « Comment by the Information and Press Department on a media question on developments in Venezuela », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 23 mai 2016, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 juillet 2016
- « Doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 5 février 2010 ; <http://www.mid.ru/> consulté le 14 mai 2016
- « Doctrine militaire de la Fédération de Russie », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 25 décembre 2014 ; <http://www.mid.ru/> consulté le 14 mai 2016
- « Interviiou ofitsialnovo predstavitelia MID Rossii A.K. Loukachevitcha informagentstvou « Rossiia cevodnia » v sviasi s visitom v Rossiou Ministra inostrannykh del Venessouely R. Ramiressa » [Interview du représentant officiel du

ministère des affaires étrangères de Russie A. K. Loukachevitch par l'agence d'information « Russie aujourd'hui » en lien avec la visite en Russie du ministre des Affaires étrangères du Venezuela R. Ramirez], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 7 octobre 2014, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

- « O pozitsii Rossii na 69-ï sessii Generalnoiï Assemblei OON » [Sur la position de la Russie à la 69<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale de l'ONU], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016.
- « Russian MFA Information and Press Department Commentary Regarding US Concern over Russian Arms Supplies to Venezuela », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 11 février 2005, <http://en.mid.ru/en/> consulté le 20 février 2016
- « Russian Minister of Foreign Affairs Sergey Lavrov Interview with RIA Novosti on Russian Relations with the Countries of Latin America and the Caribbean Basin », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 17 novembre 2009, <http://www.mid.ru/en/> consulté le 12 février 2016
- « Sovmestoe zaiavlenie prezidentov Rossiskoi Federatsii V. V. Putina i Bolivarskoï Respubliki Venessouela U. Tchavez » [Déclaration commune des présidents de la Fédération de Russie V. V. Poutine et de la République bolivarienne du Venezuela H. Chavez], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 21 mai 2001, <http://www.mid.ru/> consulté le 12 février 2016
- « The Foreign Policy Concept of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 juin 2000, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015
- « The Foreign Policy Concept of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 12 juillet 2008, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015
- « The Foreign Policy Concept of the Russian Federation », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 18 février 2013, <http://www.mid.ru/> consulté le 25 novembre 2015
- « Vystouplenie i otvety na voprossy SMI Ministra inostrannykh del S.V. Lavrova v khode sovместnoiï press-konferentsii po itogam peregovorov s Ministrom inostrannykh del Venessouely D. Rodrigues, Moskva, 27 maia 2015 goda » [Allocution et réponses aux questions des médias par le ministre des Affaires étrangères S. V. Lavrov à la conférence de presse conjointe à l'issue des négociations avec le ministre des Affaires étrangères du Venezuela D. Rodrigues, Moscou 27 mai 2015], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 27 mai 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016
- « Vystouplenie Ministra inostrannykh del Rossii S. V. Lavrova na tseremonii otkritiia vystavki arkhivnykh materialov po sloutchaiou ioubileïnykh dat v diplomaticheskikh otnocheniiakh Rossii s riadom stran latinskoï Ameriki i Karibskovo basseina, Moskva » [Allocution du ministre des affaires étrangères de la Russie S. V. Lavrov lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition de documents d'archives à l'occasion de l'anniversaire des relations diplomatiques entre la Russie et certains pays d'Amérique

Latine et des Caraïbes, Moscou], *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 16 avril 2015, <http://www.mid.ru/> consulté le 4 mai 2016

- « Vystouplenie Prezidenta Rossii V. V. Poutina i otvety na voprossy na sovместnoï press-konferentsii po itogam peregovorov s prezidentom Venessouely U. Tchavessom 14 maia 2001 goda, Moskva », [Allocution du président de la Russie V. V. Poutine et réponses aux questions à la conférence de presse commune à la suite des négociations avec le président du Venezuela H. Chavez 14 mai 2001, Moscou], 14 mai 2001, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, <http://www.mid.ru/> consulté le 2 avril 2016

Mil.ru : Ministère de la défense de la Fédération de Russie

- « Russian Defense Minister Sergei Shoigu had a meeting with the President of Venezuela Nicolas Maduro », *Ministère de la défense de la Fédération de Russie*, 12 février 2015 <http://eng.mil.ru/en/> consulté le 15 avril 2016